

## VUE D'ENSEMBLE

**L'**activité économique nationale au troisième trimestre 2006 a évolué dans un environnement économique international marqué par un ralentissement de la croissance mondiale. L'effet combiné de la reprise de l'activité dans la Zone euro qui s'est confirmée et la croissance régulière du Japon et du Royaume-Uni a contribué à ce soutien de la croissance mondiale.

Au sein de l'UEMOA, l'activité économique a été marquée par le bon déroulement de la campagne agricole 2006/2007 pendant qu'au Nigeria elle n'a pas beaucoup évolué par rapport au second trimestre 2006.

L'environnement des matières premières a été marquée par la tendance baissière des cours du pétrole et du coton tandis que les cours des autres se sont inscrites à la hausse.

Sur le plan national, l'activité s'est diversement comportée dans les secteurs. Ainsi, le secteur primaire a une production mitigée du fait de la faible pluviosité enregistrée. Le secteur secondaire a été caractérisé par une morosité de l'activité économique. Dans le secteur tertiaire, l'activité a été moyenne.

Globalement, l'activité s'est déroulée dans un environnement de stabilité du niveau général des prix du fait des produits pétroliers qui ont connu une baisse de leur prix. Ceci s'est traduit par une baisse du taux d'inflation qui est passé à 3,2% contre 4,2 % au second trimestre 2006.

Au niveau des finances publiques, le recouvrement des recettes a continué à la hausse avec 12,5% de plus que le second trimestre pendant que la maîtrise des dépenses s'est poursuivie avec un taux d'engagement de 53,6%

Le niveau de l'emploi s'est un peu amélioré par rapport au trimestre précédent et s'est inscrit à la hausse. Néanmoins dans les secteurs « industries » et « hôtels » il est à la baisse.

Les perspectives pour le quatrième trimestre 2006 tablent sur de bonnes performances.

## SOMMAIRE

<b>I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....</b>	<b>6</b>
1.1. L'ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES ...	6
1.2. L'ENVIRONNEMENT SOUS REGIONAL.....	8
1.3 MATIERES PREMIERES.....	10
<b>II- LA CONJONCTURE NATIONALE.....</b>	<b>15</b>
2.1 LES PERFORMANCES SECTORIELLES.....	15
2.2. LES PRIX ET L'INFLATION.....	32
2.3 L'EMPLOI.....	34
2.4 LES FINANCES PUBLIQUES.....	40
<b>LA CHRONOLOGIE DES FAITS ECONOMIQUES.....</b>	<b>50</b>

## LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1: Situation pluviométrique au 30 septembre 2006.....</i>	<i>15</i>
<i>Tableau 2: Evolutions de l'indice de la Production Industrielle et du chiffre d'affaires dans l'industrie.....</i>	<i>22</i>
<i>Tableau 4: Evolution du trafic total des marchandises et du chiffre d'affaires au Port Autonome de Cotonou au 3<sup>ème</sup> trimestre 2006 .....</i>	<i>26</i>
<i>Tableau 5 : Structure des crédits accordés par les banques .....</i>	<i>27</i>
<i>Tableau 6: Chiffre d'affaires des entreprises de BTP .....</i>	<i>32</i>
<i>Tableau 7 : Evolution des prix des principaux produits pétroliers .....</i>	<i>33</i>
<i>Tableau 8 : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation à Cotonou .....</i>	<i>33</i>
<i>Tableau 9: Evolution trimestrielle des effectifs dans les entreprises Industrielles.....</i>	<i>34</i>
<i>Tableau 10 : Evolution trimestrielle de la masse salariale dans les entreprises industrielles .....</i>	<i>35</i>
<i>Tableau 11 : Evolution de l'effectif dans le commerce .....</i>	<i>35</i>
<i>Tableau 12 : Evolution de la masse salariale dans le commerce .....</i>	<i>36</i>
<i>Tableau 13 : Evolution de l'effectif dans le secteur de la Poste.....</i>	<i>37</i>
<i>Tableau 14: Evolution de la masse salariale dans la poste .....</i>	<i>37</i>
<i>Tableau 15: Evolution de l'effectif dans les Télécommunications .....</i>	<i>38</i>
<i>Tableau 16: Evolution de la masse salariale dans les Télécommunications .....</i>	<i>38</i>
<i>Tableau 17 : La situation de l'emploi dans les Assurances.....</i>	<i>38</i>
<i>Tableau 18: La situation de la masse salariale dans les Assurances .....</i>	<i>39</i>
<i>Tableau 19: Evolution des effectifs dans les entreprises hôtelières .....</i>	<i>39</i>
<i>Tableau 20: Evolution de la masse salariale dans les entreprises hôtelières .....</i>	<i>40</i>
<i>Tableau 21: Evolution des effectifs employés dans les entreprises de BTP.....</i>	<i>40</i>
<i>Tableau 22: Masse salariale payée par les entreprises de BTP.....</i>	<i>40</i>
<i>Tableau 23 : Etat de réalisation des recettes au 30 septembre 2006 .....</i>	<i>41</i>
<i>Tableau 24: Point de réalisation des recettes de la DGDDI au 30 septembre 2006 .....</i>	<i>42</i>
<i>Tableau 25 : Point de réalisation des recettes de la DGID au 30/09/06 .....</i>	<i>43</i>
<i>Tableau 26 : Point de réalisation des recettes de la DGTCP au 30/09/06 .....</i>	<i>44</i>
<i>Tableau 27: Détail des prévisions révisées 2006 et engagement au 30 septembre 2006</i>	<i>46</i>

## LISTE DES GRAPHIQUES

<i>Graphique 1: Evolution du cours du coton d'octobre 2005 à septembre 2006.....</i>	<i>10</i>
<i>Graphique 2: Evolution mensuelle du cours du pétrole d'octobre 2005 à septembre 2006 .....</i>	<i>12</i>
<i>Graphique 3: Comparaison du niveau des prix du maïs pour les deuxième et troisième trimestres de 2005 et 2006 au marché Dantokpa.....</i>	<i>18</i>
<i>Graphique 4: Comparaison du niveau des prix du sorgho rouge au marché de Dantokpa au deuxième et troisième trimestre de 2005 et 2006 .....</i>	<i>19</i>
<i>Graphique 5: Comparaison du niveau des prix du gari au marché de Dantokpa au deuxième et troisième trimestre de 2005 et 2006.....</i>	<i>20</i>
<i>Graphique 6 : Comparaison du niveau des prix de l'igname au marché de Dantokpa au deuxième et troisième trimestre de 2005 et 2006.....</i>	<i>21</i>
<i>Graphique 7: Evolution du chiffre d'affaires dans le secteur des Assurances .....</i>	<i>28</i>
<i>Graphique 8 : Evolution des Prestations dans les Sociétés d'Assurances .....</i>	<i>29</i>
<i>Graphique 9 : Evolution des effectifs et de la masse salariale dans les banques .....</i>	<i>36</i>
<i>Graphique 10: Evolution trimestrielle du recouvrement des Régies Financières .....</i>	<i>42</i>
<i>Graphique 11 : Prévisions révisées 2006 et engagement au 30 septembre 2006 .....</i>	<i>45</i>

## *Analyse de l'Indicateur Global de Conjoncture*

*(L'analyse ne prend pas en compte le secteur primaire)*

*L'Indicateur Global de Conjoncture s'est établi à 2,47 contre 2,27 le trimestre précédent reflétant ainsi la bonne tenue de l'activité au plan global. Toutefois, le pessimisme exprimé par les chefs d'entreprise sur l'évolution de l'activité au cours du trimestre sous revue s'est en partie confirmé dans le secteur secondaire.*

*Au niveau du secteur secondaire, l'Indicateur Sectoriel a évolué à la baisse pour s'établir à 3,31 contre 4,85 au trimestre précédent. Ce recul du niveau de l'activité est beaucoup plus lié à la contre performance enregistrée dans le sous secteur industrie. En effet, à la faveur du manque d'approvisionnement en consommation intermédiaire au niveau des entreprises de textile, le sous secteur industrie a enregistré une contre performance.*

*La hausse du niveau d'activité est en liaison avec la très bonne performance enregistrée au niveau du secteur tertiaire et plus particulièrement dans le sous secteur transport. L'Indicateur Sectoriel est passé à 3,21 contre 2,46 pour le trimestre précédent, en liaison avec la bonne tenue des activités dans le sous secteur portuaire. En effet, les réformes engagées au Port Autonome de Cotonou ont facilité la reprise des activités dans ce sous secteur.*

*En perspective pour le quatrième trimestre, l'analyse des soldes d'opinion fait ressortir une hausse des activités dans tous les secteurs. En effet, le solde d'opinion est passé à 40,34% contre 20,15% au trimestre précédent. L'évolution attendue de l'activité serait induite par l'optimisme exprimé par les chefs d'entreprises de tous les sous secteurs à l'exception de ceux des Assurances.*

## **I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**

Au troisième trimestre 2006, la croissance de l'économie mondiale s'est poursuivie à un rythme soutenu, malgré certains signes d'un ralentissement progressif. En effet, tandis que la croissance américaine connaît un ralentissement, le Japon et le Royaume Uni ont connu une croissance régulière. Par ailleurs, la reprise de l'activité dans la Zone euro s'est confirmée.

### **1.1. L'ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES**

#### **Aux Etats-Unis**

Aux Etats-Unis, selon des estimations provisoires, la croissance du PIB en volume au troisième trimestre 2006 s'est ralentie, soit 0,4% en rythme trimestriel contre 0,6% le trimestre précédent.

Le fléchissement de la croissance du PIB en volume reflète principalement une diminution de l'investissement résidentiel. Mais le ralentissement de la consommation des services, la faiblesse de la constitution des stocks et une accélération des importations ont également joué un rôle important. Toutefois, la consommation des ménages s'est montrée résistante face au ralentissement du marché de l'immobilier, tandis que les dépenses d'investissement en infrastructures non résidentielles, en équipements et en logiciels sont restées soutenues.

En ce qui concerne l'inflation, après s'être établie à 3,3% au deuxième trimestre, elle s'est considérablement ralentie en septembre en raison de la baisse des prix de l'énergie, conjuguée à une modération nettement moins marquée mais relativement généralisée des prix hors énergie.

#### **Dans la zone euro**

Les informations disponibles concernant l'activité au troisième trimestre, tirées de différentes enquêtes de confiance et d'estimations, continuent de corroborer l'hypothèse d'une croissance vigoureuse de l'activité économique.

S'agissant de l'évolution des prix, la hausse annuelle de l'IPCH s'est établie à 1,7% en septembre, après le niveau de 2,3% en août. Le récent recul de l'inflation résulte à la fois d'effets de base favorables, compte tenu notamment de la forte hausse des cours du pétrole survenue, il y a un an, et de leur baisse significative ces derniers temps.

En ce qui concerne, le taux de chômage, après s'être maintenu autour de 7,8% au deuxième trimestre, il s'est inscrit à 7,9% en Août.

## **Au Japon**

Au cours du trimestre sous revue, la reprise de l'activité économique au japon s'est poursuivie à un rythme régulier, tandis que les prix à la consommation ont continué d'augmenter modérément.

La production est tirée par la vigueur des exportations et la demande intérieure. Cette dernière étant notamment soutenue par la solidité des investissements des entreprises.

Sur le plan sectoriel, il est noté une amélioration des conditions générales d'activité au troisième trimestre 2006 pour les grandes entreprises du secteur manufacturier. Les autres secteurs continuent aussi de bénéficier d'un climat des affaires favorable.

En ce qui concerne les évolutions de prix, la hausse des prix à la consommation s'est poursuivie en septembre, s'établissant à 0,6% en rythme annuel (0,2% hors produits frais) contre 0,3% en août, après 0,2% en juillet 2006.

La hausse des prix à la production est demeurée à un niveau historiquement élevé, atteignant 3,6% sur un an en septembre (sous l'effet de la cherté des matières premières et des produits de base ainsi que de la vigueur de la demande finale) contre 3,4% en juillet et en août.

## **Au Royaume-Uni**

L'activité économique a continué de progresser à un rythme régulier au cours du troisième trimestre 2006 au Royaume-Uni, le taux de croissance s'établissant à 0,7% en rythme trimestriel.

Par rapport au trimestre précédent, la production a légèrement ralenti dans les services et le secteur manufacturier, même si cette évolution a été compensée par

de meilleurs résultats dans les autres secteurs. Du côté des dépenses, les chiffres plus faibles relatifs aux ventes de détail pour le troisième trimestre participent d'un ralentissement de la croissance de la consommation privée.

En ce qui concerne le taux de chômage, après avoir atteint 5,5 % au deuxième trimestre, il a connu une progression au cours du troisième trimestre 2006.

Quant à la variation annuelle de l'IHPC, elle s'est établie à 2,4% en septembre, niveau équivalent à sa moyenne du trimestre sous revue.

## **1.2. L'ENVIRONNEMENT SOUS REGIONAL**

### **Zone UEMOA**

En dépit de l'installation tardive de la saison pluvieuse notamment, dans les régions sahéliennes, l'activité économique au sein de l'UEMOA a été marquée dans l'ensemble au cours du trimestre sous revue par le bon déroulement de la campagne agricole 2006/2007.

En effet, les résultats préliminaires de la campagne agricole laissent apparaître une hausse de la production des cultures vivrières et d'exportation.

S'agissant de la production vivrière, elle ressortirait en hausse de 6,5% au titre de la campagne agricole 2006/2007 après une progression de 8,5% enregistrée lors de la campagne précédente.

Quant à la production des principales cultures d'exportation, à l'exception de l'arachide, elle ressortirait en hausse au titre de la campagne 2006/2007. En effet, une augmentation de 17,1%, 3,1% et 3,6% est attendue respectivement au niveau de la production du coton, café, et cacao. Par ailleurs, une quasi stabilité de la production de la noix de cajou serait observée.

Dans le secteur industriel, la baisse saisonnière de l'activité amorcée le trimestre précédent s'est poursuivie au cours du trimestre sous revue. L'indice de la production industrielle a enregistré un repli de 6,9% contre 8,5% relevé au deuxième trimestre.

Le repli de l'indice de la production industrielle est imputable à la baisse de la production industrielle dans tous

les sous secteurs notamment, les industries manufacturières, industries extractives, et les unités de production et de distribution d'énergie.

Par contre, à fin septembre 2006, l'indice de la production industrielle calculé sur les neuf premiers mois de l'année est ressorti en hausse de 4,1% contre 4,7% en 2005.

En ce qui concerne le secteur tertiaire, une décélération de l'activité a été observée au troisième trimestre. L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a enregistré une légère remontée de 0,4% contre une hausse de 9,1% observée au trimestre précédent. Calculé sur les neuf premiers mois de l'année, cet indice est en progression de 7,5%, contre 4,8% en 2005.

### **Au Nigeria**

L'activité économique au cours du troisième trimestre 2006 a évolué au même rythme que le trimestre précédent. En effet, le taux de croissance du PIB a maintenu sa valeur du trimestre précédent, soit 7,5%, et la croissance reste tirée par le secteur non pétrolier qui a maintenu sa progression de 12,8%.

S'agissant du secteur pétrolier, sa production est ressortie à 2,33 millions de barils par jour contre 2,25 et 2,29 millions de barils par jour pour le trimestre précédent et le troisième trimestre de 2005.

Quant aux exportations de produits pétroliers, elles sont estimées à 157 millions de barils au cours du trimestre sous revue.

Par ailleurs, l'inflation est ressortie en variation annuelle à la fin du trimestre sous revue à 6,3% contre 8,5% le trimestre précédent.

Selon les informations disponibles concernant la situation monétaire, la masse monétaire a connu une augmentation de 4,3% par rapport au trimestre précédent en liaison avec une augmentation des avoirs extérieurs nets et d'autres actifs du système bancaire.

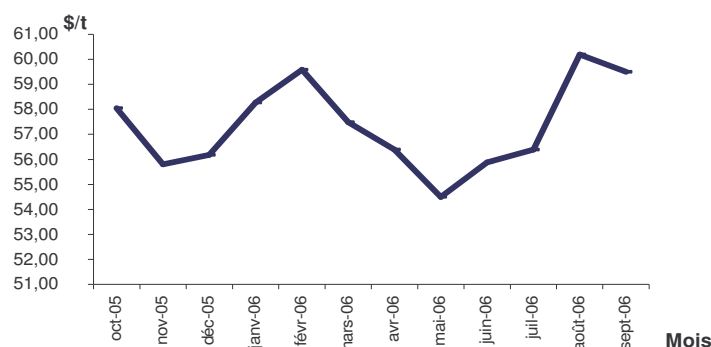
## 1.3 MATIERES PREMIERES<sup>1</sup>

### Le coton

Au cours du troisième trimestre 2006, la « déprime » de l'indice A Cotlook durant le trimestre précédent, a laissé place à une augmentation des prix. En effet l'indice de Liverpool s'est affiché en moyenne trimestrielle, à 58,69 cents/lb<sup>2</sup> contre 55,59 au second trimestre, soit un taux d'accroissement de 5,6%. Cette hausse des prix internationaux est liée à la baisse de la production mondiale contre une hausse de la demande.

En glissement annuel les cours ont connu une progression d'environ 10,0%.

**GRAPHIQUE 1: Evolution du cours du coton d'octobre 2005 à septembre 2006**



Pour la campagne 2005-2006, la production mondiale est estimée à 24,8 Mt<sup>3</sup> et donc en recul de 6% par rapport à la dernière campagne. La consommation de son côté, est estimée à 24,9 Mt.

Pour la campagne 2006-2007, la consommation mondiale devrait connaître une augmentation d'environ 3% en se situant autour de 25,7 Mt.

Selon le Comité Consultatif International du Coton (CCIC), les importations Chinoises devraient atteindre 3,7Mt pour la campagne 2005-2006 et la Chine serait disposée à importer environ 4,1 Mt en 2006-2007 favorisant ainsi une réduction des stocks disponibles. En conséquence, d'après les estimations du CCIC, les prix pourraient atteindre 69cents/lb pour la campagne 2006-2007.

<sup>1</sup> Les données sont issues des N° 129, 132, et 133 de Produitdoc

<sup>2</sup> Cents/lb : cents la livre

<sup>3</sup> Mt : millions de tonnes

## Le pétrole

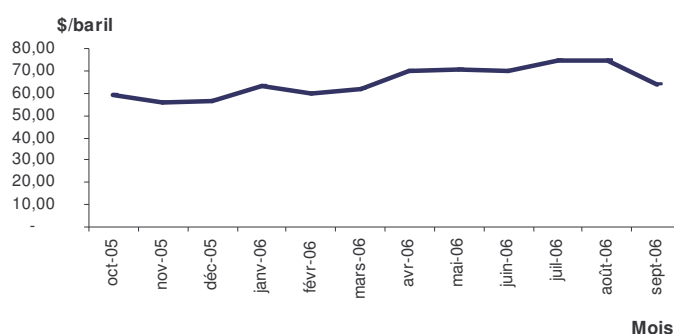
Durant la période sous revue, les cours du brut ont continué leur progression jusqu'à atteindre un sommet historique de 78 dollars le baril à mi-août avant de retomber à 64,02 dollars à la fin du trimestre. Ce mouvement des prix est lié notamment à l'absence des tensions géopolitiques et à un niveau confortable des stocks américains.

Dans cet environnement, le Venezuela et le Nigeria ont décidé volontairement de baisser leur production de 5% chacun à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2006. Pourtant cette décision ne devrait pas avoir de grandes répercussions sur le marché en raison de la faible proportion de ces amputations (1%) dans l'offre mondiale.

Les facteurs baissiers semblent avoir pris le dessus en raison de la fin de « driving season » aux Etats-Unis, du peu de dégâts faits par les ouragans et de la reprise de la production au Nigeria.

Cependant, les prévisions de l'Agence Internationale pour l'Energie (AIE) tablent sur une hausse globale de la demande du brut à 1,9mb/j en 2007 contre 1,4 en 2006. Cette situation risque d'empêcher les cours de déprécier.

Ainsi par rapport au trimestre précédent, les cours de l'or noir ont connu une progression de 1,0 % environ pour s'établir à 70,88 barils le dollar en moyenne trimestrielle. En glissement annuel, cet accroissement est de 15,4 %.

**Graphique 2: Evolution mensuelle du cours du pétrole d'octobre 2005 à septembre 2006****Les oléagineux**

Toujours sous l'effet de l'impact des cours du pétrole, les cours des oléagineux ont poursuivi la tendance haussière durant le troisième trimestre 2006.

Ainsi, l'huile d'arachide qui était à 920\$t<sup>4</sup> en juin a connu un raffermissement de 4,2% pour s'établir à 959\$t au cours du trimestre sous revue. Avec le coprah et l'huile de coprah, les cours ont aussi grimpé respectivement de 2,8% et 5,1% passant à 411\$t et à 610\$. Quant à l'huile de palme, elle a progressé d'environ 13,4% par rapport au trimestre précédent pour atteindre à 499\$t à la fin du trimestre sous revue. La graine de soja dont l'offre est restée constante, s'est dépréciée de 5,3% pour s'établir à 252\$.

La consommation mondiale des dix principales graines oléagineuses estimée à 378 Mt en 2005-2006 contre 360 en 2004-2005 en s'établissant ainsi en deçà de l'offre.

Cependant, selon Oil Word, la production repartira à la baisse en 2006-2007, en raison de l'insuffisance des capacités de broyage pouvant répondre à une demande croissante, liée essentiellement au développement des biocarburants.

**Le café**

Contrairement aux incertitudes du deuxième trimestre, la période sous revue a été plus favorable avec une hausse des cours. Ainsi, malgré une certaine volatilité des prix, le redressement des prix du café s'est confirmé en 2006.

Il ressort donc que les cours de l'Arabica se sont accrus de 9,5 % au troisième trimestre par au trimestre précédent.

<sup>4</sup> \$t = dollar la tonne

Quant aux prix du Robusta, ils ont connu une augmentation de 14,9% pour atteindre de 73,55 cents/lb durant la période sous revue.

Cette situation est liée à la baisse de production notamment en Afrique à cause du manque d'investissement et des crises politiques.

L'Organisation Internationale du Café (OIC) estime que la production mondiale pour la campagne 2005-2006, est de 105,9Ms<sup>5</sup> contre 113,6 lors de la campagne précédente. La consommation est estimée à 117 Ms pour l'année 2006.

Ainsi, malgré une production mondiale à la baisse et une consommation soutenue, les prix restent soumis aux aléas d'un marché en « proie » à la spéculation.

## **Le cacao**

En raisons des mouvements spéculatifs relatifs aux craintes de troubles en Côte d'Ivoire, les cours du cacao ont très peu évolué durant le troisième trimestre 2006. Ainsi à Londres, les cours ont à peine régressé de 0,8 % tandis qu'à New York, on a assisté à un léger accroissement d'environ 1,7 %.

Dans son rapport du mois d'août, l'Economist Intelligence Unit (EIU) a estimé la production mondiale de cacao en hausse de 0,5% en 2005-2006 contre un retrait de 4,8% la campagne précédente. L'EIU a également revu à la hausse son estimation de la consommation mondiale à 3,433 Mt, soit une augmentation de 2,7% par rapport à la campagne écoulée. Le déficit offre-demande est estimé par l'EIU à 82.000 tonnes en 2005-2006.

Dans ce contexte, les stocks de fin de campagne s'élèveraient à 1,27 Mt en diminution de 11,% par rapport à la campagne précédente.

Abstraction faite des incertitudes pesant sur l'offre ivoirienne, certains analystes tablent sur une relative stabilité du marché.

---

<sup>5</sup> Ms = Millions de sacs de 60kg

## Le riz

Au cours de la période sous revue, la hausse des cours continue en raison d'une forte demande d'importation et de la baisse de disponibilités exportables. Cependant vers la fin du trimestre, cette hausse tend à se ralentir et la tendance pourrait s'inverser avec l'arrivée progressive de la nouvelle récolte asiatique.

En Thaïlande, le marché a été peu actif à cause de la forte concurrence vietnamienne et du coup d'Etat intervenu en septembre. Au Vietnam, les prix ont continué à grimper en raison de faibles disponibilités exportables. Mieux, le gouvernement entend limiter le quota d'exportation, ce qui contribuerait à maintenir la pression sur les prix. Aux Etats-Unis le marché externe est resté relativement calme en raison du poids des riz transgéniques sur les ventes à l'extérieur.

Au Pakistan, les prix se sont affaiblis avec l'arrivée de la nouvelle récolte. En Inde, les prix sont restés stables et pourraient progresser dans les mois à venir à cause du relèvement des prix d'intervention et de la reprise du programme d'achat de paddy par le Gouvernement.

La contraction des importations rizicoles se confirme en Afrique à cause notamment, d'une reprise de l'activité rizicole en Afrique de l'Ouest. Cependant, en raison de l'insuffisance des précipitations, la situation alimentaire reste préoccupante dans les pays du Sahel.

Il ressort donc que, le prix du 5%Brisures a connu un accroissement de près de 2,5% pour s'établir à 315,88 \$t durant la période sous revue par rapport à la précédente. Pour le 35%Brisures cette augmentation très modeste, est d'environ 0,8% par rapport au trimestre précédent en s'établissant à 273,67\$t. En glissement annuel, les prix du 5% Brisures riz ont connu une nette progression de 13,2% alors que pour le 35% Brisures ce taux est 9,4%.

La production mondiale aurait connu une progression de 1,0% environ pour atteindre 635 Mt en 2006 contre 630 en 2005.

Pour l'année 2007, les perspectives s'annoncent prometteuses grâce à une utilisation des semences hybrides à fort potentiel de rendement notamment en Chine et en Inde.

## II- LA CONJONCTURE NATIONALE

Au cours du trimestre sous revue, la conjoncture a diversement évolué dans les différents secteurs de l'économie nationale. En effet, dans le secteur primaire, le niveau de la production est globalement à la baisse. Le secteur secondaire est caractérisé par une morosité de l'activité économique tandis que le secteur tertiaire affiche une activité moyenne.

### 2.1 LES PERFORMANCES SECTORIELLES

#### 2.1.1 La conjoncture dans le secteur de l'agriculture

##### 2.1.1.1 La pluviométrie

La situation pluviométrique au cours de la période sous revue a été marquée par une faible pluviosité sur le territoire national. En effet, en dehors des départements du Mono-Couffo et Borgou-Alibori, tous les autres départements ont été moins arrosés que la campagne dernière.

Ainsi, au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2006, la baisse de pluviosité la plus prononcée est enregistrée dans l'Atacora-Donga (38,8%) et l'Atlantique-Littoral (56,2%). Cependant, le Mono-Couffo a connu une forte pluviosité (42,4%) par rapport à la campagne précédente.

**Tableau 1: Situation pluviométrique au 30 septembre 2006**

Départements		ATACORA DONGA	ATLANTIQUE LITTORAL	BORGOU ALLIBORI	MONO COUFFO	OUEME PLATEAU	ZOU COLLINES	BENIN
2006	Hauteur	212	183	320	655	576	426	395
	Nbre.Jour	17	11	24	32	33	28	24
2005	Hauteur	346	418	309	460	586	431	425
	Nbre.Jour	21	21	25	24	33	24	25
ECART (%)	Hauteur	-38,8	-56,2	3,7	42,4	-1,6	-1,1	-6,9
	Nbre.Jour	-19,0	-47,6	-4,0	33,3	0,0	16,7	-2,0

**Source** : CeRPA/MAEP, septembre 2006

Sur l'ensemble du territoire, le cumul des hauteurs de pluies au 30 juin 2006 donne une hauteur moyenne de 395 mm de

pluie en 24 jours contre 425 mm en 25 jours au cours de la même période en 2005.

### **2.1.1.2 La production agricole**

La production agricole dans l'ensemble a ressenti l'impact négatif de la faible pluviosité enregistrée au cours de la campagne agricole 2006/2007. Selon les données provisoires arrêtées au 30 septembre 2006 au Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, la conjoncture dans le secteur agricole se présente comme ci-après.

#### **▪ L'agriculture vivrière**

##### ***Le maïs***

Au 30 septembre 2006, la production du maïs s'élève à 799.098 tonnes, soit un taux de réalisation de 88,8% par rapport aux prévisions de la campagne agricole 2006-2007. En glissement annuel, la production réalisée est en régression de 4,9%. Cette contre performance s'expliquerait essentiellement par la mauvaise pluviométrie qui a marqué le début de cette campagne agricole.

##### ***Le sorgho***

A la fin du troisième trimestre 2006, la production du sorgho s'établit à 170.470 tonnes, soit une baisse de 17,4% par rapport à son niveau de la même période de l'année dernière. Cette baisse serait imputable à la réduction des emblavures de l'ordre de 15,1%.

En terme de réalisation, cette production représente 70,9% des prévisions de la campagne.

##### ***Le riz***

La hausse de la production du riz s'est poursuivie au cours de ce trimestre. Ainsi, au 30 septembre 2006, la production du riz s'est établie à 74.552 tonnes, soit un accroissement de 2,12% en glissement. Cette évolution serait due à l'augmentation des emblavures de 6,9%.

Par rapport aux objectifs de la campagne, ce niveau de production représente 74,7%.

### *Le manioc*

La tendance haussière de la production du manioc constatée au cours de la dernière campagne s'est renversée au cours du trimestre sous revue. Ainsi, la production a enregistré une régression de 7,1% pour s'établir à 2.773.184 tonnes. Cette contre performance serait imputable notamment à la baisse des emblavures de 3,98%.

Le taux de réalisation, quant à lui, est de 84,7% par rapport aux prévisions de la campagne agricole. Ce niveau élevé de réalisation traduit toutefois l'intérêt des producteurs à cette culture.

### *L'igname*

Contrairement à toute attente, la production d'igname s'est inscrite en baisse de l'ordre de 3,4% pour ressortir à 1.986.217 tonnes. Ce niveau de production représente 82,5% des prévisions de la campagne en liaison surtout avec la baisse des emblavures de l'ordre 5%.

#### ▪ **L'agriculture d'exportation**

### **Le coton**

Selon les données disponibles à l'Association Interprofessionnelle du Coton (AIC), la production du coton, malgré les contraintes ne serait que de 300 000 tonnes contre une prévision de 500 000 tonnes. Les facteurs qui sous tendent cette contre performance sont entre autres le retard observé dans la mise en place des semis et l'envahissement des champs par les parasites (helicopterpa).

Par ailleurs, la tendance à la baisse de la production est aussi liée à d'autres facteurs que sont : la non maîtrise de l'eau, les problèmes d'endettement au niveau de la filière, l'application de la caution solidaire et le niveau élevé du coût de production du coton graine.

#### **2.1.1.3 Les prix des produits vivriers**

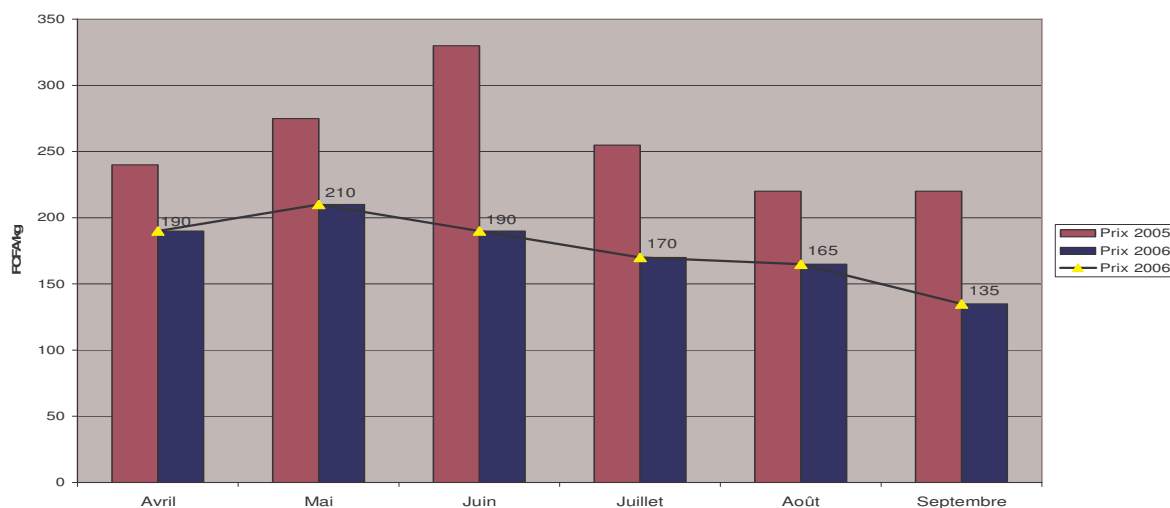
Au cours de la période sous revue, le renforcement de la disponibilité globale, par la mise sur le marché des stocks de soudure de l'Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire (ONASA) et des produits de récolte, a affaibli la tension sur les prix comparativement à l'année écoulée.

## Le maïs

Le prix du maïs, au cours de la période sous revue a évolué à la baisse pour se fixer à 135 FCFA/kg au mois de septembre sur le marché terminal de Dantokpa. Il est demeuré inférieur à celui pratiqué pendant la même période de l'année passée du fait des flux massifs des produits vers les pays du sahel pour cause d'invasion acridienne en 2005.

Au cours du trimestre sous revue, le prix plancher du maïs (70 F/Kg) a été observé sur les marchés primaires de Kalalé, Sinendé et Ouèssè au mois de septembre 2006. Le prix plafond (285F/Kg) a été celui affiché sur le marché de Tokpa Domè aux mois de juillet et d'août 2006.

**Graphique 3: Comparaison du niveau des prix du maïs pour les deuxième et troisième trimestres 2005 et 2006 au marché Dantokpa**



**Source :** Bulletins de l'ONASA 2005 et 2006

## Le sorgho

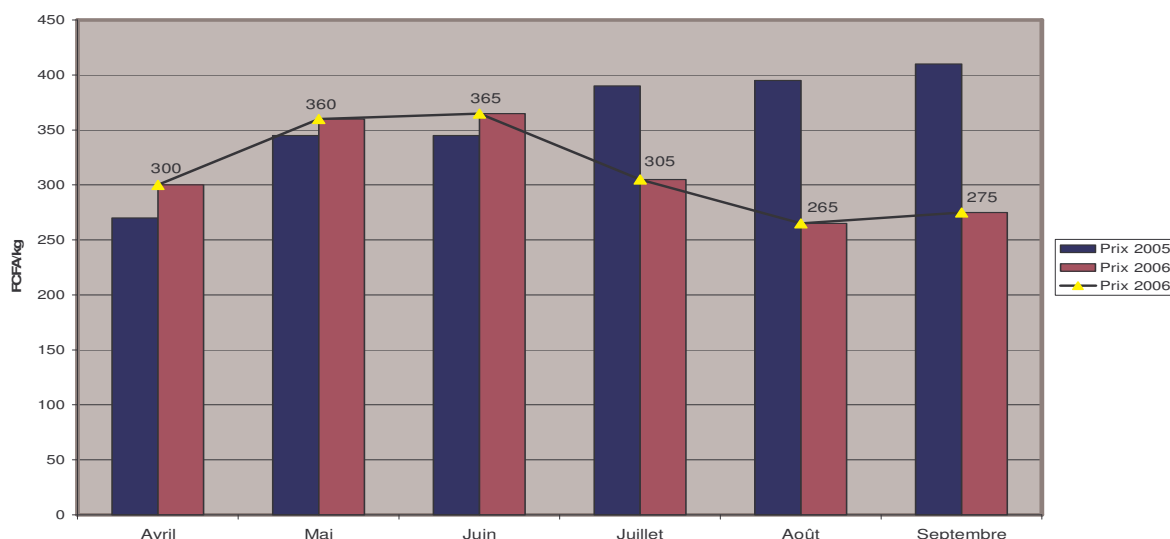
Au cours du trimestre, le prix du sorgho a maintenu une tendance baissière pour ressortir à 275 FCFA/kg au mois de septembre 2006 sur le marché terminal de Dantokpa. Par contre, c'est la tendance inverse qui a été observée au trimestre précédent.

Par rapport à la même période de l'année 2005, le prix mensuel du sorgho au marché de Dantokpa est globalement à la baisse du fait de la faiblesse de l'offre par rapport à la demande.

Sur les marchés du pays, le kilogramme du sorgho rouge a été cédé au prix plancher de 85 FCFA/kg sur le marché

primaire de Gouka au mois d'août 2006 et, au prix plafond de 345 FCFA/kg aux marchés de Pahou et Kalalé aux mois de juillet et d'août 2006.

**Graphique 4 : Comparaison du niveau des prix du sorgho rouge au marché de Dantokpa au deuxième et troisième trimestre 2005 et 2006**



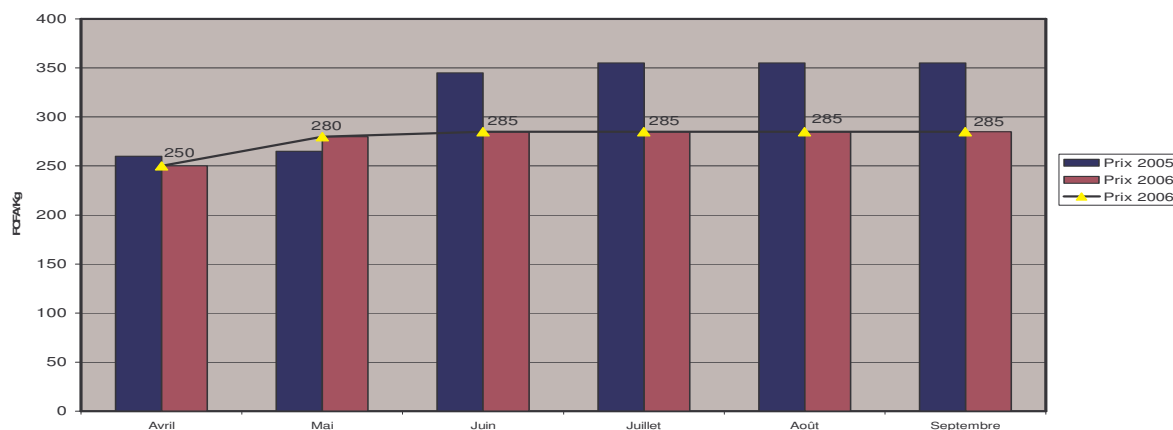
**Source :** Bulletins de l'ONASA 2005 et 2006

## Le gari

Au cours du troisième trimestre, le prix du gari est resté stable sur le marché terminal de Dantokpa. Cependant, du fait de la bonne production du manioc au cours de cette campagne, les prix pratiqués sont inférieurs à ceux de la même période de l'année précédente.

Durant ce trimestre, le gari a été cédé à un prix plancher de 130 FCFA/kg sur les marchés de Manigri au mois d'août, et de Ouèssè au mois de septembre 2006. Le prix plafond, quant à lui, est de 355 FCFA/kg sur le marché de Banikoara aux mois de juillet et d'août 2006.

**Graphique 5: Comparaison du niveau des prix du gari au marché de Dantokpa au deuxième et troisième trimestre de 2005 et 2006**



**Source :** Bulletins de l'ONASA 2005 et 2006

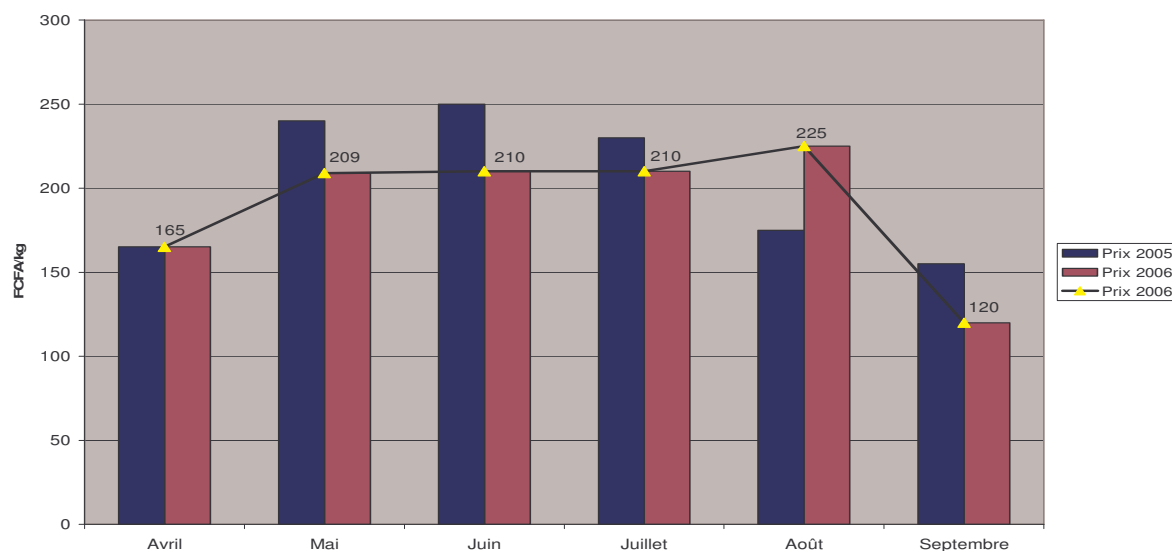
## L'igname

Après avoir connu une légère hausse de juillet à août, le prix mensuel du kilogramme d'igname, a évolué pour se situer à 120 FCFA/kg à la fin du trimestre sous revue. Cette baisse du prix serait due au renforcement de l'offre par les produits de récolte d'igname des mois d'août et septembre 2006.

Par ailleurs, en raison de la bonne disponibilité de ce produit constatée au cours de cette campagne, les prix pratiqués durant ce trimestre sont inférieurs à ceux pratiqués à la même période de l'année écoulée sauf pour le mois d'août.

Sur les autres marchés du pays, l'igname a été cédée au prix plancher de 70 FCFA/kg sur le marché de Sinendé au mois de juillet, et au prix plafond de 360 FCFA/kg sur le marché de Sékou au mois d'août 2006.

**Graphique 6 : Comparaison du niveau des prix de l'igname au marché de Dantokpa au deuxième et troisième trimestre 2005 et 2006**



**Source :** Bulletins de l'ONASA 2005 et 2006

### 2.1.2 La conjoncture dans l'industrie

Après une conjoncture relativement favorable aux industriels au deuxième trimestre 2006, l'activité industrielle est caractérisée par une relative morosité au troisième trimestre 2006. Elle est moyennement appréciée par 52% des chefs d'entreprises, bonne selon 19% et en dessous de la moyenne d'après le reste. En comparaison avec le deuxième trimestre 2006, les activités ont été meilleures pour 38% des sociétés industrielles, identiques selon 33% et moins bonne chez le reste.

Au cours du trimestre sous revue, le niveau des stocks de produits est jugé normal par 56% des opérateurs économiques, 39% l'ont jugé bas et élevé chez le reste. Toutefois, 43% des sociétés industrielles ont pu constituer un stock de produits finis pouvant couvrir au moins quatre semaines.

Par rapport au trimestre précédent, les prix pratiqués n'ont pas connu une modification considérable. Les prix de vente au cours du trimestre sous revue sont restés stables chez 90% des sociétés industrielles en liaison avec la stagnation des coûts de production. Cependant, une légère augmentation est enregistrée par 5% des entreprises qui sont pour la plupart des industries alimentaires. Les coûts de production n'ont pas subi une grande variation. Selon 68% des opérateurs, les coûts sont restés inchangés, tandis que le reste pense que la

production leur est revenue plus onéreuse que le trimestre précédent.

Le carnet de commandes au cours du trimestre sous revue s'est amélioré chez 61% des opérateurs économiques. Il est resté inchangé selon 28% et dégarni chez le reste. Pendant que 50% des entrepreneurs industriels ont amélioré leur capacité à faire face à la demande, les commandes non satisfaites sont restées identiques chez 25% et élevées chez le reste.

Au cours du trimestre sous revue, 65% des chefs d'entreprise ont dû faire face à des difficultés de trésorerie qui se maintiendraient au dernier trimestre de l'année. 52% des entreprises sont confrontées à des problèmes de fournisseurs auxquels 33% d'entre elles ont pu trouver une solution partielle.

Quant aux investissements programmés pour l'année 2006, ils sont réalisés à près de 50% au cours du trimestre sous revue. Ce niveau d'exécution est observé dans les branches alimentaires et chimiques. Les investissements dans ces branches sont essentiellement orientés vers le remplacement et la maintenance.

Les perspectives s'annoncent bonne pour les entreprises de ce secteur. En effet, 57% des chefs d'entreprise pensent connaître une meilleure situation au quatrième trimestre 2006, 29% d'entre eux s'attendent à une performance identique à celle du trimestre en cours et le reste prévoit une détérioration du niveau des activités.

**Tableau 2: Evolution du chiffre d'affaires dans l'industrie (en %)**

	Variations	Glissement
Autres industries	-23,1	-21,1
Energie	0,5	17,0
Industries alimentaires	3,9	1,0
Industries chimiques	-28,4	6,5
Industries des textiles	-45,0	33,9
<b>Total</b>	<b>-14,9</b>	<b>6,4</b>

**Source:** Enquête de conjoncture, DAEP/DGE/MDEF, octobre 2006

La conjoncture difficile enregistrée par les industriels au cours du trimestre sous revue se traduit surtout par l'évolution observée du niveau des ventes. Le chiffre

d'affaires dans ce secteur a connu une baisse significative de 14,9 % par rapport au trimestre précédent.

Cette situation est liée à la mévente, aux difficultés techniques et d'approvisionnement observées au niveau de certaines industries et la cessation d'activité par certaines unités des textiles. Sont surtout concernées, les industries textiles, chimiques et les autres industries, notamment les unités de production de ciment.

Par contre, certaines branches industrielles ont enregistré de bonnes performances. Il s'agit notamment des unités de production de papier en liaison avec la période de la rentrée scolaire et universitaire et certaines industries extractives.

En glissement annuel, les entreprises industrielles ont enregistré globalement une hausse de 6,4 % de leur chiffre d'affaires corrélativement avec la situation de la plupart des branches industrielles. Toutefois, certaines sociétés ne sont pas parvenues à améliorer leur performance comparativement à leur situation de la même période de l'année dernière. Il s'agit notamment de certaines sociétés de ciment et de production du bois.

### **2.1.3 La conjoncture dans le commerce**

#### *Une timide reprise des affaires*

Au cours du troisième trimestre 2006, le secteur commercial a enregistré une timide reprise des affaires. En effet, moyen pour 61% des opérateurs, l'activité commerciale a été bonne pour 22% et médiocre pour le reste des opérateurs (17%).

Comparé au deuxième trimestre 2006, 33% des opérateurs confirment la reprise des affaires au moment où 50% des opérateurs réitèrent la persistance de la morosité observée antérieurement et le reste une dégradation.

Ces diverses opinions exprimées sont corroborées par une stagnation du niveau des prix par rapport au trimestre précédent selon 67% des opérateurs du secteur et une hausse d'après 28%.

En perspective, 39% des opérateurs prévoient une meilleure performance pour le dernier trimestre. Une contre performance est envisagée par 6% des opérateurs et 55% espèrent une stabilité des activités par rapport au trimestre sous revue.

**Tableau 3 : Evolution des ventes au troisième trimestre 2006**

Spéculations	Variation (%)	Glissement (%)
Coton fibres	-52,7	-81,5
Textiles et chaussures	32,0	27,5
Pièces détachées	-13,4	-33,8
Informatiques	31,5	3,3
Alimentations	-5,5	2,8
Médicaments	16,8	24,7
Hydrocarbures	45,2	17,6
Automobiles	76,6	64,4
Autres	-46,1	-15,4
<b>Total</b>	<b>15,6</b>	<b>-11,4</b>

**Source** : Enquête de conjoncture DAEP/DGE/MDEF, octobre 2006.

*Une légère  
amélioration  
des activités*

Les évolutions notées au deuxième trimestre ont quasiment changé au cours du troisième trimestre en ce qui concerne les variations.

En effet, contrairement au trimestre précédent, la variation du chiffre d'affaires est positive (15,6%) en liaison avec une amélioration des ventes des automobiles (76,6%), des hydrocarbures (45,2%), textiles et chaussures (32%) puis informatiques (31,5%) essentiellement.

Par contre, les ventes des autres produits dégagent une contre performance par rapport au trimestre précédent. Ainsi on peut noter des variations à la baisse de 52,7% pour le coton fibre, 13,4% pour les pièces détachées, 5,5% pour l'alimentation et 46% pour les autres.

En glissement annuel, la tendance baissière est maintenue mais d'une ampleur moindre. En effet, par rapport au troisième trimestre 2005, le chiffre d'affaires global est en repli de 11,4% et ceci est dû essentiellement à la baisse des ventes du coton (- 81,5%) et les pièces détachées (-33,8%).

Toutefois, l'ampleur de la baisse observée au deuxième trimestre 2006 a été atténuée par les bonnes performances enregistrées dans la vente des produits tels que les automobiles (64,4%), les textiles et chaussures (27,5%), les médicaments (24,7%) et les hydrocarbures (17,6%).

Quant aux investissements, l'objectif a surtout été le remplacement, la maintenance et dans une moindre mesure

l'extension malgré la persistance des difficultés de fournisseurs enregistrées le trimestre précédent.

Pour la première fois depuis le début de l'an 2006, le commerce a pu enregistrer une vente trimestrielle à la hausse malgré le repli de la vente des fibres de coton. Cette tendance pourrait se maintenir au dernier trimestre malgré le pessimisme de certains opérateurs.

## **2.1.4 La conjoncture dans les services**

### **2.1.4.1 Les transports**

#### **Transport maritime**

Au cours du troisième trimestre 2006, l'activité économique du Port Autonome de Cotonou s'est révélée bonne. Par rapport au second trimestre, elle est meilleure selon les autorités en charge du secteur. Ce qui confirme les prévisions faites au deuxième trimestre, relatives à une meilleure situation de l'activité.

En effet, le chiffre d'affaires affiche une augmentation de 19% par rapport au trimestre précédent et en glissement annuel, une augmentation de 31,2% est enregistré, témoignant de la reprise des activités au niveau du Port. Cette amélioration transparaît dans le trafic total des marchandises.

Ainsi, le trafic a enregistré une hausse de 11,8% par rapport au trimestre précédent et en glissement annuel, il a augmenté de 13,9%. Mais il est à noter que les exportations ont affiché respectivement une baisse de 45,2% par rapport au trimestre précédent et de 38% en glissement annuel.

En ce qui concerne le trafic des navires accostés et des véhicules, on note respectivement une hausse de 19,9% et une baisse de 7,16% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, la tendance s'est inversée. Le trafic des navires a baissé de 4,8% et celui des véhicules s'est accru de 46,31%.

**Tableau 4: Evolution du trafic total des marchandises et du chiffre d'affaires au 3<sup>ème</sup> trimestre 2006**

Rubriques	3 <sup>ème</sup> trim 2005	2 <sup>ème</sup> trim 2006	3 <sup>ème</sup> trim 2006	Variation (%)	Glissement (%)
Import (en tonnes)	1.078.742	1.082.880	1.305.285	20,5	21,0
Export (en tonnes)	146.788	165.944	90.964	-45,2	-38,0
Import et export (en tonnes)	1.225.530	1.248.824	1.396.249	11,8	13,9
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	2,916	3,216	3,877	19,0	31,2

Source : Bulletin PAC

## Transport ferroviaire

La situation économique du transport ferroviaire a été médiocre au cours du troisième trimestre 2006. Par rapport au trimestre précédent, elle est moins bonne et serait morose au trimestre prochain. Néanmoins, les différents trafics qui s'y déroulent sont en augmentation par rapport au trimestre précédent.

Ainsi, le trafic des marchandises affiche une augmentation de 6,8% en variation trimestrielle et de 20,9% en glissement annuel. Pour ce qui est du trafic des voyageurs, il a augmenté de 58,7% par rapport au deuxième trimestre et de 2% en glissement annuel. Cette situation des trafics ne s'est pas traduite par une augmentation du chiffre d'affaires.

En effet, le chiffre d'affaires a évolué à la baisse de 6,75% par rapport au trimestre précédent et à la hausse de 39,69% en glissement annuel.

## Transport terrestre

L'évolution du parc automobile au troisième trimestre 2006 n'a pas connu une grande avancée. A part les immatriculations de type IT-AT-CD et série normale qui ont augmenté, les autres sont en baisse.

En effet, les immatriculations de type IT-AT-CD sont en hausse de 21,9% par rapport au trimestre précédent et de 27,1% en glissement annuel. Quant aux immatriculations de type série normale, leur augmentation est de 2,0% par rapport au trimestre précédent mais elles ont connu une baisse de 4,8% en glissement annuel.

En ce qui concerne les autres immatriculations, celles des deux roues et des immatriculations de type (remplacement-transformation-duplicata-mutation), elles ont connu une tendance baissière. Les immatriculations des deux roues ont régressé de 16,7% par rapport au trimestre précédent et de 21,7% en glissement annuel. De même, les immatriculations de type remplacement-transformation-duplicata-mutation sont en baisse de 7,9% par rapport au trimestre précédent et de 2,1% en glissement annuel.

### 2.1.4.2 Les Banques

*Stabilité de l'activité bancaire.*

L'activité bancaire au troisième trimestre, a été moyenne pour 67% des opérateurs du secteur pendant que 33% l'ont trouvée bonne.

Cette situation, par rapport au trimestre précédent est demeurée identique pour 50% des opérateurs, meilleure pour 33% et 17% pour le reste.

Par rapport au trimestre précédent, le niveau des investissements a baissé de 11%. Cette situation a induit une baisse du niveau des investissements en équipement de 38%.

Le deuxième trimestre 2006 dans le secteur bancaire est caractérisé par une hausse du niveau du chiffre d'affaires de 2% par rapport au trimestre précédent. En glissement, le niveau du chiffre d'affaires est en hausse de 27%.

De 8% par rapport au trimestre précédent, l'encours du total des dépôts s'est amélioré. Ceci est la conséquence de la montée du niveau des dépôts à court moyen et long terme (10%). En glissement annuel, le niveau de l'encours total des dépôts s'est inscrit en hausse de 1%.

Le niveau des crédits bancaires n'a pas varié du deuxième trimestre au trimestre sous revue. En glissement, le niveau des crédits bancaires s'est inscrit en hausse de 8%.

**Tableau 5 : Structure des crédits accordés par les banques**  
(milliards de FCFA)

Catégorie de crédits	3 <sup>ème</sup> trim. 05	2 <sup>ème</sup> trim. 06	3 <sup>ème</sup> trim. 06	Variation %	Glissement %
Crédit Court Terme	197,961	204,163	183,924	-10%	-7%
Crédit Moyen Terme	80,555	98,406	102,271	4%	27%
Crédit Long Terme	2,676	2,653	2,568	-3%	-4%
Autres	21,783	22,574	39,130	73%	80%
<b>Total</b>	<b>302,977</b>	<b>327,796</b>	<b>327,894</b>	<b>0%</b>	<b>8%</b>

**Source** : Enquête de conjoncture DAEP/DGE/MDEF, octobre 2006.

En perspective, 83% des entreprises bancaires espèrent leurs activités bonnes et 17% pensent qu'elles seront moins bonnes.

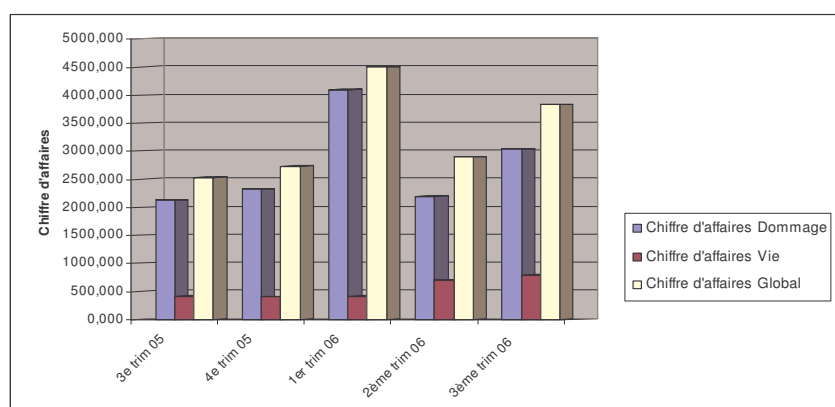
### 2.1.4.3 Les Assurances

*Niveau moyen de l'activité dans les assurances.*

Au cours du troisième trimestre 2006, l'activité a été moyenne pour 75% des compagnies et bonne pour les 25% restants. Par rapport au trimestre précédent, l'activité économique a été jugée identique pour 75%, et meilleure pour 25%.

Quant aux primes pratiquées, elles n'ont pas évolué au cours du trimestre.

**Graphique 7: Evolution du chiffre d'affaires dans le secteur des Assurances (millions F CFA)**



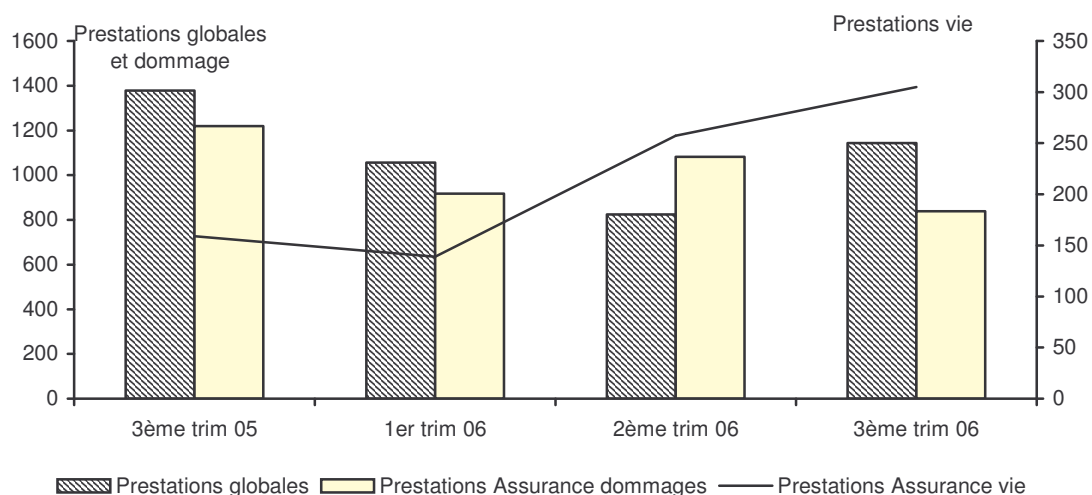
Le niveau du chiffre d'affaires<sup>6</sup> dans les compagnies d'Assurance, au troisième trimestre 2006, a connu une hausse de 32,1% par rapport au trimestre précédent en liaison avec la montée des diverses souscriptions notamment les contrats d'assurances Dommages.

Cette hausse du chiffre d'affaires est imputable à l'accroissement de 38,3% du chiffre d'affaires des compagnies d'Assurance Dommages.

En glissement annuel, le niveau du chiffre d'affaires a connu une hausse de 51,1%. Ceci s'explique par l'amélioration du niveau des souscriptions aux prestations.

En perspective pour le trimestre prochain, 75% des compagnies d'Assurance estiment que l'activité serait meilleure et 25% l'espèrent identique.

<sup>6</sup> Le Chiffre d'affaires des compagnies d'assurances est la somme des émissions brutes de contrats.

**Graphique 8 : Evolution des Prestations dans les Sociétés d'Assurances**

Globalement, les prestations des Compagnies d'Assurance ont connu une hausse (6%) au cours du trimestre sous revue par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est imputable au niveau des prestations versées par les Compagnies d'Assurance Vie qui ont augmenté de 19% pendant que celles versées par les compagnies d'Assurance Dommages a cru de 2%.

En glissement annuel, l'ensemble des Prestations des Compagnies d'Assurance a connu une baisse de 17%.

## 2.1.4.4 La Poste et les Télécommunications

### 2.1.4.4.1 La Poste du Bénin SA

*Baisse du niveau des activités*

Selon l'opinion des dirigeants de la Poste du Bénin SA, le niveau de l'activité économique a été moyen au cours du troisième trimestre 2006. Cette situation est moins bonne par rapport au trimestre précédent. Cependant, les perspectives pour le trimestre prochain sont prometteuses.

Le niveau des prix pratiqués au cours du trimestre précédent est de nouveau conservé au cours du trimestre sous revue, en liaison avec les coûts d'approvisionnement.

Quant au chiffre d'affaires, il a évolué à la baisse de 30,18% par rapport au trimestre précédent. L'évolution ainsi observée est liée d'une part à la baisse drastique de 50,63% de la vente des produits : « Caisse Nationale d'Epargne » et d'autre part à une diminution relative de la vente des autres produits. En conséquence, la valeur ajoutée a chuté de

34,83%. En glissement annuel, le chiffre d'affaires a progressé de près de 12,41%.

## 2.1.4.4.2 Les Télécommunications

### Bénin Télécoms SA

*Légère baisse  
du niveau des  
activités*

Au cours du troisième trimestre, les responsables de Bénin Télécoms SA estiment que l'activité a été moyenne. En comparaison au trimestre précédent, le niveau de l'activité est moins bon et pourrait s'empirer le trimestre prochain. Cette évolution est imputable aux problèmes de financement auxquels l'entreprise est confrontée.

En ce qui concerne les prix pratiqués, leur niveau s'est stabilisé par rapport au trimestre précédent, en liaison avec les nouvelles mesures de politique.

A l'instar du trimestre précédent, il est à noter une hausse du niveau du chiffre d'affaires au cours du trimestre sous revue, soit 109,51%, en liaison d'une part avec une augmentation de près de 143,87% de la valeur ajoutée et d'autre part, avec la satisfaction de près de 89,78% de la demande d'abonnement.

### Les GSM

*Niveau moyen  
de l'activité*

Au cours du trimestre sous revue, 33,33% des entreprises GSM estiment que les activités ont été bonnes et le reste pense plutôt qu'elles ont été moyennes. Par rapport au trimestre précédent, le niveau de l'activité a été meilleur pour 33,33% des entreprises GSM, identique pour 33,33%, et moins bonne pour le reste.

Pour le trimestre prochain, 66,67% des entreprises espèrent que leurs activités seront meilleures et le reste pense plutôt qu'elles seront identiques à celle du trimestre sous revue.

En ce qui concerne le niveau des prix pratiqués, 66,67% l'estiment moyen et le reste en baisse.

Quant au chiffre d'affaires, il est en baisse de 33,51% par rapport au trimestre précédent.

L'évolution constatée serait liée aux nouvelles mesures d'assainissement du secteur.

### 2.1.4.5 La conjoncture dans les entreprises hôtelières

*Conjoncture moins favorable mais perspectives encourageantes*

Tout comme au trimestre précédent, l'activité dans les entreprises hôtelières au cours du trimestre sous revue n'a pas répondu aux attentes des chefs d'entreprises. En effet, alors que la majorité (83%) des chefs d'entreprises a jugée l'activité de moyenne, 17% la qualifient de médiocre.

Par rapport au trimestre précédent, l'activité a été moins bonne dans 50% des entreprises hôtelières, meilleure dans 25% d'entre elles et identique au niveau du reste.

En ce qui concerne les prix des prestations, ils ont été stables au cours du trimestre sous revue dans 75% des hôtels. Par contre, dans 8% des hôtels, une hausse des prix a été observée en liaison avec une amélioration des prestations. Dans les 17% restants, la morosité de l'activité a amené les responsables à pratiquer des prix en deçà de la normale.

S'agissant des investissements, tout comme au trimestre précédent, seuls ceux de maintenance et de remplacement ont été priorisés. Par rapport au total des investissements réalisés depuis le début de l'année, ceux du trimestre sous revue représentent 23,5%.

En perspective, pour le quatrième trimestre, selon 42% des responsables hôteliers, l'activité sera identique à celle du trimestre sous revue, le même nombre se montre beaucoup plus optimiste quant à une croissance de l'activité en liaison avec les fêtes de fin d'année. Alors que seulement 8% pensent que l'activité ne connaîtra aucune amélioration.

Les prix d'achat des consommations intermédiaires ont connu des variations significatives, d'après les responsables hôteliers, selon que les produits soient locaux ou importés. En effet, les produits locaux, ont connu une variation de leur prix, selon 25% des responsables, alors que 50% estiment que les prix sont restés stables par rapport au trimestre précédent.

Quant aux prix des produits importés, à en croire 67% des responsables hôteliers, ils n'ont connu aucune variation. Par contre, 17% d'entre eux estiment que les prix ont baissé au cours du trimestre.

Le chiffre d'affaires réalisé au cours du trimestre sous revue confirme la perception que les chefs d'entreprises ont eu de l'activité. En effet, le chiffre d'affaire a connu une variation à la baisse de 7%.

### 2.1.4.6 La conjoncture dans les Bâtiments et Travaux Publics

*Conjoncture non favorable*

Les avis des entrepreneurs sur la situation de l'activité dans le secteur des Bâtiments et Travaux Publics sont partagés. En effet, ils se répartissent équitablement entre ceux qui jugent leur situation médiocre, moyenne ou bonne.

Cette situation est restée identique du trimestre précédent au trimestre sous revue pour 67% des entreprises du secteur alors qu'elle s'est empirée pour le tiers restant, en l'occurrence les entrepreneurs qui avaient déjà jugé leur situation de médiocre.

Deux entrepreneurs sur trois pensent que le dernier trimestre de l'année sera identique au précédent alors que le reste espère en de meilleures perspectives.

Le bilan affiché par ces entreprises est le reflet de la rareté des contrats pour les uns, de difficultés techniques pour d'autres. Néanmoins, quelques entreprises ont pu signer de nouveaux contrats.

Au total, le chiffre d'affaires des sociétés de construction enquêtées s'est inscrit en hausse de 29,1%.

**Tableau 6: Chiffre d'affaires (en millions FCFA) des entreprises de BTP**

	2 <sup>ème</sup> Trim. 06	3 <sup>ème</sup> Trim. 06	Variation (%)	Glissement (%)
(Chiffre d'affaires)	848,35	1095,2	29,1	36

**Source:** Enquête de conjoncture, DAEP/DGE/MDEF, octobre 2006

## 2.2. LES PRIX ET L'INFLATION

### Prix des produits pétroliers

*Stabilité des prix des produits pétroliers*

Le trimestre sous revue a été marqué par une stabilité des prix des produits pétroliers contrairement à la tendance haussière observée le trimestre précédent. Toutefois, le prix d'un litre d'essence ordinaire a connu une hausse de 12,5% tandis que celui d'un litre de mélange a baissé de 6,8% par rapport au deuxième trimestre 2006.

En glissement annuel, seul le prix d'un litre de mélange affiche une hausse (6,7%) alors que les prix des autres produits pétroliers s'inscrivent à la baisse.

**Tableau 7 : Evolution des prix des principaux produits pétroliers**

Produits pétroliers	Troisième trimestre 2006				Variations depuis :			
	sept-05	Juin-06	juill-06	août-06	sept-06	1mois	3 mois	1an
Super	470	450	450	450	450	0,0%	0,0%	-4,3%
Essence	465	415	400	450	450	0,0%	12,5%	-3,2%
Gasoil	450	440	440	440	440	0,0%	0,0%	-2,2%
Pétrole lampant	400	410	385	385	385	0,0%	0,0%	-3,8%
Mélange	450	490	515	480	480	0,0%	-6,8%	6,7%

source : DGCI/MIC, Novembre 2006

**Inflation***Stabilité du niveau général des prix*

Le niveau général des prix à la consommation n'a pas connu de variation au troisième trimestre comparativement au deuxième trimestre 2006. En effet, l'Indice Harmonisé des Prix à la consommation s'est établi à 137,8 en septembre comme en juin 2006. Malgré cette stabilité du niveau général des prix, il est à noter une hausse de 5,9% au niveau de la fonction « transport » comparativement au trimestre précédent. Cette hausse est surtout notable au niveau des postes « Transports locaux » (16,1%) et « Transports de longue distance » (5,4%).

En glissement annuel, le taux d'inflation s'établit à 3,2% en septembre 2006 contre 4,2% observé en juin 2006.

**Tableau 8 : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation à Cotonou**

	Poids	Indice des mois de:				Variations depuis:			
		sept-05	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	1mois	3mois	1an
INDICE GLOBAL	10000	133,5	137,8	135,5	134,2	137,8	2,7%	0,0%	3,2%
1.Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3823	128,0	129,3	124,9	121,8	126,8	4,1%	-1,9%	-1,0%
2.Boissons alcoolisées,Tabac et stupéfiants	82	146,1	147,1	147,7	147,5	147,4	-0,1%	0,2%	0,9%
3.Articles d'habillement et chaussures	693	110,2	112,5	112,5	112,5	112,5	0,0%	0,0%	2,1%
4.Logement, eau,gaz,électricité et autres combustibles	954	152,8	162,1	155,8	155,3	158,5	2,1%	-2,2%	3,7%
5.Meubles, articles de ménage et entretien courant	594	121,5	118,7	118,7	118,8	118,8	0,0%	0,0%	-2,3%
6.Santé	431	119,0	118,5	118,5	118,5	118,5	0,0%	0,0%	-0,5%
7.Transport	1007	190,5	198,3	198,3	197,8	210,0	6,1%	5,9%	10,2%
8.Communication	140	92,0	250,7	250,7	250,7	250,7	0,0%	0,0%	172,5%
9.Loisirs et Culture	380	109,7	115,2	115,2	115,2	115,2	0,0%	0,0%	5,0%
10.Enseignement	199	127,4	123,8	123,8	123,8	123,8	0,0%	0,0%	-2,8%
11.Restaurants et Hotels	979	137,4	134,8	134,8	134,8	134,8	0,0%	0,0%	-1,9%
12.Biens et services divers	718	114,2	114,2	114,2	114,2	116,9	2,3%	2,4%	2,3%

source: INSAE, novembre 2006

## 2.3 L'EMPLOI

### 2.3.1 L'Emploi dans l'Industrie

Au cours du troisième trimestre 2006, le niveau de l'emploi dans le secteur des sociétés industrielles a globalement baissé de 1,5% en liaison avec la baisse de l'effectif aussi bien des permanents que des contractuels et occasionnels. Cette situation s'explique d'une part, par l'admission à la retraite de certains agents permanents qui servent surtout dans les branches de l'énergies et du textile et d'autre part par la compression de certains contractuels et occasionnels notamment dans les industries alimentaires.

Toutefois, le niveau d'emploi dans les autres branches a relativement progressé. Cette hausse est notée aussi bien dans le rang des permanents que des occasionnels et contractuels.

**Tableau 9: Evolution trimestrielle des effectifs dans les entreprises Industrielles (%)**

	Permanents	Contractuels	Ensemble
Autres industries	0,6	1,8	1,0
Energie	-6,4	-4,3	-6,4
Industries alimentaires	6,3	-19,8	-1,4
Industries chimiques	8,1	4,7	6,9
Industries des textiles	-4,6	1,5	-2,8
<b>Total</b>	<b>-1,2</b>	<b>-2,3</b>	<b>-1,5</b>

**Source:** Enquête de conjoncture, DAEP/DGE/MDEF, octobre 2006

Contrairement à l'évolution de l'emploi, la masse salariale payée aux travailleurs du secteur d'industries a connu globalement une hausse de 17,2 %. Cette augmentation concerne surtout les industries chimiques et celles des textiles en raison du paiement de certaines primes aux travailleurs au cours de cette période.

**Tableau 10 : Evolution trimestrielle de la masse salariale dans les entreprises industrielles (%)**

	Permanents	Contractuels	Ensemble
Autres industries	4,6	-1,9	3,7
Energie	0,0	5,9	0,0
Industries alimentaires	-1,3	7,6	-1,2
Industries chimiques	16,9	-0,5	15,5
Industries des textiles	54,0	36,4	49,2
<b>Total</b>	<b>16,2</b>	<b>25,5</b>	<b>17,2</b>

**Source:** Enquête de conjoncture, DAEP/DGE/MDEF, octobre 2006

### 2.3.2 L'Emploi dans le commerce

*Amélioration de l'emploi.* La reprise des affaires est effectivement accompagnée par un accroissement du personnel essentiellement « contractuels et occasionnels ».

En effet, avec une hausse globale d'environ 95%, le personnel permanent n'a connu qu'une augmentation de 1,6% par rapport au deuxième trimestre 2006.

Quant aux personnels « contractuels et occasionnels », la hausse est de plus de 100% en liaison avec l'utilisation massive des occasionnels pendant la campagne cotonnière.

La situation de l'emploi s'est ainsi améliorée mais c'est malheureusement l'emploi le plus sensible aux fluctuations à court terme qui domine.

**Tableau 11 : Evolution de l'effectif dans le commerce**

Type d'emploi	3è trim. 05	2è trim. 06	3è trim. 06	Variation %	Glissement %
Permanents	1683	1728	1755	1,6	4,3
Contractuels et occasionnels	517	598	2779	364,7	437,5
<b>Total</b>	<b>2200</b>	<b>2326</b>	<b>4534</b>	<b>94,9</b>	<b>106,1</b>

**Source:** Enquête de conjoncture DAEP/DGE/MDEF, octobre 2006

En ce qui concerne la masse salariale, elle a connu une hausse quasiment égale à celle obtenue au niveau des emplois soit 92,2%. Cette augmentation est surtout liée à la charge salariale des occasionnels et contractuels (761,4%). Toutefois, le personnel permanent a enregistré une variation salariale de l'ordre de 65,4% en liaison avec les diverses augmentations et primes accordées.

**Tableau 12 : Evolution de la masse salariale dans le commerce**

Evolution masse salariale	3è trim 05	2è trim 06	3è trim 06	Variation %	Glissement %
Permanents	1990,20	1870,05	3093,59	65,4	55,4
Contractuels et occasionnels	243,60	74,95	645,59	761,4	165,0
<b>Total</b>	<b>2233,80</b>	<b>1945,00</b>	<b>3739,18</b>	<b>92,2</b>	<b>67,4</b>

Source: Enquête de conjoncture DAEP/DGE/MDEF, octobre 2006

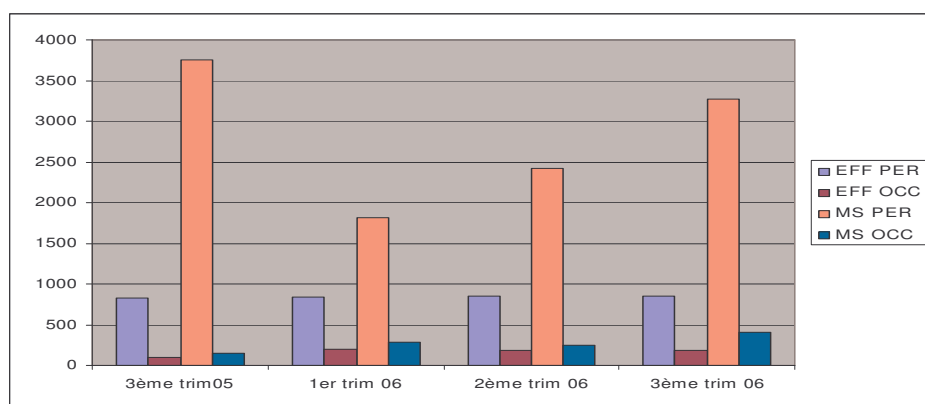
Avec la perspective d'un niveau de chômage en diminution eu égard au lancement des grands travaux, le dernier trimestre enregistrera probablement une certaine amélioration de la situation de l'emploi dans le secteur.

### 2.3.3. L'Emploi dans les banques

Stabilité du niveau de l'emploi dans les Banques

Globalement, au troisième trimestre 2006, le niveau de l'emploi dans les établissements bancaires n'a pas connu de variation par rapport au trimestre précédent.

**Graphique 9 : Evolution des effectifs et de la masse salariale dans les banques**



Nonobstant la stabilité du niveau de l'effectif du personnel, la masse salariale est en hausse de 38% du fait de la promotion de certains agents.

## 2.3. 4 L'Emploi dans la Poste et les Télécommunications

### La Poste

*Légère  
réduction de  
l'effectif du  
personnel*

La Poste du Bénin SA au cours du troisième trimestre 2006 a enregistré par rapport au trimestre précédent, une baisse légère de près de 0,28% de l'effectif de son personnel. Cette baisse est en liaison avec la diminution de l'effectif des permanents.

Toutefois, il convient de souligner la stagnation du personnel occasionnel et contractuel dont l'effectif est maintenu à six (06) agents depuis le deuxième trimestre 2006.

**Tableau 13 : Evolution de l'effectif dans le secteur de la Poste**

Effectifs	2 <sup>ème</sup> trimestre	3 <sup>ème</sup> trimestre	Variation (%)
Permanents	704	702	-0,28
Occ+contractuels	6	6	0,00
<b>Total</b>	<b>710</b>	<b>708</b>	<b>-0,28</b>

**Source:** Enquête de conjoncture, DAEP/DGE/MDEF, octobre 2006

*Légère  
hausse de  
la masse  
salariale*

Pour ce qui est de la masse salariale, elle est marquée par une légère augmentation de 0,15% par rapport au trimestre précédent, imputable à la hausse drastique du salaire des occasionnels et contractuels de 156% et une croissance relative de celui du personnel permanent.

**Tableau 14: Evolution de la masse salariale dans la Poste (en millions FCFA)**

Salaires	2 <sup>ème</sup> trimestre	3 <sup>ème</sup> trimestre	Variation (%)
Permanents	656,90	657,08	0,03
Occ+ contractuels	0,50	1,28	156,00
<b>Total</b>	<b>657,40</b>	<b>658,36</b>	<b>0,15</b>

**Source:** Enquête de conjoncture DAEP/DGE/MDEF, octobre 2006

### Les Télécommunications

*Diminution  
de l'effectif  
du personnel*

Globalement, le niveau de l'emploi dans les Télécommunications a régressé de 1,19% par rapport au trimestre précédent. Ce résultat s'explique par l'évolution de l'effectif du personnel GSM qui a baissé de 4,32%, ceci notamment à cause de la rupture de certains contrats.

Toutefois, l'effectif du personnel de la Téléphonie officielle a connu une augmentation de 0,15%, suite à un recrutement du personnel.

**Tableau 15: Evolution de l'effectif dans les Télécommunications**

Effectif	2 <sup>ème</sup> trimestre	3 <sup>ème</sup> trimestre	Variation (%)
Officielle	1300	1302	0,15
GSM	555	531	-4,32
<b>Total</b>	<b>1855</b>	<b>1833</b>	<b>-1,19</b>

**Source:** Enquête de conjoncture, DAEP/DGE/MDEF, octobre 2006

*Baisse de la masse salariale*

Au cours du troisième trimestre 2006, la masse salariale a connu une baisse de 8,49%. Cette diminution est en rapport avec la chute de l'effectif du personnel.

**Tableau 16: Evolution de la masse salariale dans les Télécommunications**

Salaires (millions FCFA)	2 <sup>ème</sup> trimestre	3 <sup>ème</sup> trimestre	Variation (%)
Téléphonie	1231,40	1145,27	-6,99
GSM	526,00	462,97	-11,98
<b>Total</b>	<b>1757,40</b>	<b>1608,24</b>	<b>-8,49</b>

**Source:** Enquête de conjoncture, DAEP/DGE/MDEF, octobre 2006

## 2. 3.5 L'Emploi dans les Assurances

*Hausse du niveau de l'emploi dans les Assurances*

Au cours du troisième trimestre 2006, la situation de l'emploi dans les sociétés d'Assurance a connu une hausse de 48% par rapport au trimestre précédent. Cette situation est consécutive à la hausse vertigineuse du niveau de l'emploi des agents contractuels et occasionnels qui a monté de 339% par rapport au trimestre précédent. Dans le même temps, celui des permanents a baissé de 5%.

Quant à la masse salariale, elle a connu une baisse globale de 15% par rapport au deuxième trimestre 2006. Cette baisse s'explique notamment par la baisse de la masse salariale des permanents (18%).

**Tableau 17 : La situation de l'emploi dans les Assurances au 3<sup>ème</sup> trimestre 2006**

Emplois	3 <sup>ème</sup> trim. 05	2 <sup>ème</sup> trim. 06	3 <sup>ème</sup> trim. 06	Variation	Glissement
Permanent	131	154	146	-5%	11%
Occ. +Contract.	84	28	123	339%	46%
<b>Total</b>	<b>215</b>	<b>182</b>	<b>269</b>	<b>48%</b>	<b>25%</b>

**Source:** Enquête de conjoncture DAEP/DGE/MDEF, octobre 2006

En glissement annuel, le niveau de la masse salariale s'est accru de 2%. Cette augmentation dans les entreprises

d'assurance s'explique par l'amélioration opérée sur les salaires des agents des compagnies d'assurance.

**Tableau 18: La situation de la masse salariale dans les Assurances au 3<sup>ème</sup> trimestre 2006**

Salaires	3 <sup>ème</sup> trim. 05	2 <sup>ème</sup> trim. 06	3 <sup>ème</sup> trim. 06	Variation (%)	Glissement (%)
Permanent	198,24	237,56	194,06	-18	-2
Occ + Contract	14,75	19,01	22,82	20	55
<b>Total</b>	<b>212,99</b>	<b>256,58</b>	<b>216,88</b>	<b>-15</b>	<b>2</b>

**Source:** Enquête de conjoncture DAEP/DGE/MDEF, octobre 2006

## 2. 3.6. L'Emploi dans les Hôtels

*Réduction des effectifs et de la masse salariale*

Le trimestre sous revue n'a pas été favorable en matière d'emploi. En effet, une variation en baisse de 4% a été constatée par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est imputable à la réduction de 11% des agents occasionnels et contractuels du fait de la morosité de l'activité dans les entreprises hôtelières. En glissement annuel, par contre, la réduction des agents s'est observée au niveau des différentes catégories de travailleurs et s'est établie à 8%. Toutefois, la baisse des effectifs occasionnels et contractuels est nettement supérieure à celle des effectifs permanents (10% contre 7%).

**Tableau 19: Evolution des effectifs dans les entreprises hôtelières**

Rubriques	3 <sup>ème</sup> trim.05	2 <sup>ème</sup> trim.06	3 <sup>ème</sup> trim.06	Variations (%)	Glissement (%)
Effectifs permanents	535	500	498	0,0	-7
Effectifs occasionnels et contractuels	199	202	179	-11	-10
Total	734	702	677	-4	-8

**Source:** Enquête de conjoncture, DAEP/DGE/MDEF, octobre 2006

En liaison avec la baisse des effectifs, la masse salariale a regressé de 4%, imputable à la diminution de 20% de la masse salariale payée aux occasionnels et contractuels. En glissement annuel, une baisse de 2% est enregistrée en liaison avec la diminution de 27% de la masse salariale payée aux occasionnels et contractuels. Toutefois, qu'en glissement annuel, la masse salariale des effectifs permanents est en hausse de 2% grâce à l'amélioration des primes et autres avantages accordés aux travailleurs.

**Tableau 20: Evolution de la masse salariale dans les entreprises hôtelières (en millions FCFA)**

Rubriques	3 <sup>ème</sup> trim.05	2 <sup>ème</sup> trim.06	3 <sup>ème</sup> trim.06	Variations (%)	Glissement (%)
Effectifs permanents	281,85	303,19	293,03	-3	4
Effectifs occasionnels et contractuels	21,33	19,34	1 5,56	-20	-27
Total	303,18	322,53	308,59	-4	2

**Source:** Enquête de conjoncture, DAEP/DGE/MDEF, octobre 2006

### 2. 3.7 L'emploi dans les Bâtiments et Travaux Publics

Les entrepreneurs ont procédé à un recrutement inhabituel dans le secteur des BTP. Ce recrutement a été effectué par les entreprises signataires de nouveaux contrats afin de répondre aux exigences de délai à eux impartis.

L'effectif des permanents employés au niveau des entreprises enquêtées a plus que doublé (hausse de 117,6%) au moment où celui des occasionnels a quasiment quintuplé (hausse de 357,1%).

**Tableau 21: Evolution des effectifs employés dans les entreprises de BTP**

	2 <sup>ème</sup> Trim. 06	3 <sup>ème</sup> Trim. 06	Variation (%)
Permanent	108	235	117,6
Occasionnel	14	64	357,1
Total	122	299	145,1

**Source:** Enquête de conjoncture, DAEP/DGE/MDEF, octobre 2006

L'impact lié à ce recrutement massif s'est matérialisé par une hausse de 67,6% des salaires des permanents du secteur et une hausse de 65,9% des salaires des occasionnels.

**Tableau 22: Masse salariale payée par les entreprises de BTP (en millions FCFA)**

	2 <sup>ème</sup> Trim. 06	3 <sup>ème</sup> Trim. 06	Variation (%)
Permanent	173,5	290,8	67,6
Occasionnel	22,3	37	65,9
Total	195,8	327,8	67,4

**Source:** Enquête de conjoncture, DAEP/DGE/MDEF, octobre 2006

## 2.4 LES FINANCES PUBLIQUES

Au troisième trimestre 2006, les régies financières ont poursuivi leurs efforts de recouvrement. En effet, par rapport au deuxième trimestre, les recouvrements ont connu de façon globale une hausse de 12,5%. Cette performance globale est soutenue par une gestion prudente des dépenses publiques. Ainsi, le taux d'engagement à fin septembre 2006 est légèrement au dessus de la moyenne (53,6%).

### Les recettes budgétaires

Les recouvrements du troisième trimestre 2006 qui s'élèvent à 169 milliards de FCFA portent les recettes budgétaires à fin septembre à 355,492 milliards de FCFA, soit 57,7% des prévisions de l'année 2006. En effet, le niveau de recouvrement, est en hausse de 2,9% par rapport à celui de fin septembre 2005.

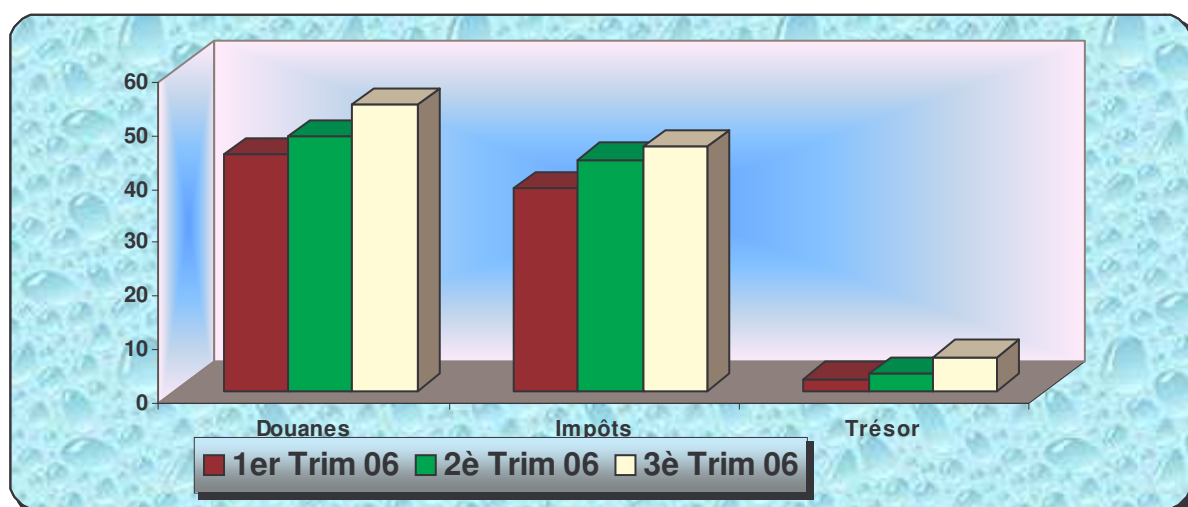
**Tableau 23 : Etat de réalisation des recettes au 30 /09/ 2006**  
(En milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	Prévisions 2006	REALISATIONS			Taux de réalisation (%)	Glissement (%)
		Fin sept-05	3è Trim 06	Fin sept-06		
<b>Recettes des Régies</b>	<b>392,338</b>	<b>247,690</b>	<b>105,443</b>	<b>283,564</b>	<b>72,3</b>	<b>14,5</b>
DGDDI	186,736	117,885	53,549	145,036	77,7	23
DGID	189,607	114,537	45,575	126,752	66,8	10,7
DGTCP	15,995	8,451	6,320	11,776	73,6	39,3
Autres recettes	223,272	104,699	63,590	71,928	32,2	-31,3
<b>TOTAL</b>	<b>615,610</b>	<b>345,572</b>	<b>169,0331</b>	<b>355,492</b>	<b>57,7</b>	<b>2,9</b>

Source : DAEP/DGB-DGE/MDEF, 30 septembre 2006

### Les recettes des Régies Financières

Les réalisations des régies financières au troisième trimestre 2006, se situent à 105,443 milliards de FCFA. Cette réalisation porte le cumul depuis le début de l'année à 283,564 milliards de FCFA pour un taux de recouvrement de 72,3% par rapport à une prévision annuelle de 392,338 milliards de FCFA. Comparé à fin septembre 2005, le taux de recouvrement est en hausse de 14,5%. Cette hausse résulte des performances des trois Régies Financières dont les réalisations se présentent comme suit :

**Graphique 10: Evolution trimestrielle du recouvrement des Régies Financières**

### La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

A fin septembre 2006, la fiscalité de porte a permis l'encaissement de 145,036 milliards de FCFA sur une prévision de 186,736 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de plus de 77%.

Comparé à fin septembre 2005, il se dégage un écart positif de 23%.

**Tableau 24: Point de réalisation des recettes de la DGDDI au 30 /09/2006**  
(En milliards deFCFA)

	Prévisions	Réalizations			Taux de Réal (%)	Glissement (%)
		Fin sept 05	3è Trim 06	Fin sept 06		
Droit de douanes	57,855	38,823	15,031	41,405	71,6	6,7
TVA	96,589	65,488	24,236	68,489	70,9	4,6
Redevances Statistiques	4,416	2,992	1,155	3,427	77,6	14,5
Autres	27,876	17,051	13,127	38,302	137,4	124,6
dont: Taxe Hydrocarbure	2,905	2,173	0,777	1,990	68,5	-8,4
PCS UEMOA	0,000	1,503	1,063	3,078	-	104,8
PCS CEDEAO	0,000	0,000	0,599	1,705	-	-
<b>Recettes Totales Brutes</b>	<b>186,735</b>	<b>124,354</b>	<b>53,549</b>	<b>151,623</b>	<b>81,2</b>	<b>21,9</b>
Exo classiq & Intrants agricoles	0,000	6,469	2,518	6,587	-	1,8
<b>Recettes Totales Nettes</b>	<b>186,735</b>	<b>117,885</b>	<b>51,031</b>	<b>145,036</b>	<b>77,7</b>	<b>23,0</b>

Source : DAEP/DGB-DGE/MDEF, 30 septembre 2006

A la suite des performances enregistrées depuis pratiquement un an, l'administration des Douanes maintient une fois encore sa première place en matière de recouvrement de recettes budgétaires. En effet, pour ce troisième trimestre, tout comme les deux précédents de 2006, la performance est liée aux éléments de réformes suivants :

- l'amélioration de la prise en charge des marchandises importées ;
- l'exploitation judicieuse du SYDONIA++ et la simplification des procédures d'enlèvement à la Recette Cotonou Port ;
- la gestion rigoureuse des régimes économiques ;
- la mise en œuvre des mesures de lutte contre la fraude au niveau des frontières terrestres.

Cette tendance à la hausse découle également de la ferme volonté des douaniers d'accompagner le redressement économique souhaité par le changement politique acquis au début du deuxième trimestre de l'année 2006.

### La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

Sur une prévision annuelle de 189,676 milliards de FCFA, l'Administration des Impôts a enregistré un taux de recouvrement de 66,8% correspondant à une recette de 126,752 milliards de FCFA à fin septembre 2006. Nonobstant sa dernière position au titre des recouvrements des régies par rapport à leurs prévisions respectives, cette régie a enregistré une hausse de 10,7% par rapport à fin septembre 2005.

**Tableau 25 : Point de réalisation des recettes de la DGID au 30/09/06**

En milliards de FCFA	Prévisions	Réalizations			Taux de Réal (%)	Glissement (%)
		Fin sept 05	3è Trim 06	Fin sept 06		
<b>Impôts Directs</b>	<b>108,863</b>	<b>60,559</b>	<b>24,677</b>	<b>68,243</b>	<b>62,7</b>	<b>12,7</b>
Impôts sur Rev non						
Salariaux	70,263	37,988	16,818	44,063	62,7	16,0
Impôts sur salaires	38,600	22,571	7,859	24,181	62,6	7,1
<b>Impôts Indirects</b>	<b>76,910</b>	<b>48,275</b>	<b>19,714</b>	<b>53,792</b>	<b>69,9</b>	<b>11,4</b>
Impôts sur la propriété	6,750	3,911	1,398	4,401	65,2	12,5
Taxes sur biens et services	65,905	41,567	17,515	47,355	71,9	13,9
Autres recettes fiscales	2,500	0,949	0,506	1,172	46,9	23,5
Autres Impôts	1,756	1,848	0,295	0,863	49,2	-53,3
<b>Recettes Hors MP3</b>	<b>185,773</b>	<b>108,834</b>	<b>44,391</b>	<b>122,035</b>	<b>65,7</b>	<b>12,1</b>
Recettes MP3	3,834	5,703	1,444	4,717	123,0	-17,3
<b>Recettes Totales</b>	<b>189,607</b>	<b>114,537</b>	<b>45,836</b>	<b>126,752</b>	<b>66,8</b>	<b>10,7</b>

Source : DAEP/DGB-DGE/MDEF, 30 septembre 2006

La performance notée ici s'explique par la timide reprise des activités surtout commerciales. Ainsi, après trois trimestres sur quatre, la DGID n'a pas pu atteindre les 75% espérés au titre de l'objectif annuel. Toutefois, l'optimisme demeure surtout avec les festivités de fin d'année et l'amplification des mesures de recouvrement identifiées le trimestre précédent à savoir :

- l'intensification de l'action en recouvrement;
- la généralisation du contrôle des timbres ;
- le contrôle de la TUCA, de la TUTR et de l'IPTS dans les écoles et les ONG pour améliorer de façon notoire les recettes fiscales ;
- le contrôle du prélèvement et du reversement de la TVA et de l'IPTS par les acteurs des dépenses publiques notamment les Ministères et les Institutions de l'Etat.

### La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)

L'Administration du Trésor a atteint un taux de réalisation d'environ 73,6% sur une prévision annuelle de 15,995 milliards de FCFA. Comparé à la réalisation de la même période un an plus tôt, il en ressort un glissement positif de 39,3%.

**Tableau 26 : Point de réalisation des recettes de la DGTCP au 30/09/06**

En milliards de FCFA	Prévisions 2006		Réalizations		Taux de Réal (%)	Glissement (%)
	Fin sept 05	3è Trim. 06	Fin sept 06			
Revenus des Entreprises & du domaine	1,405	0,674	0,201	0,529	37,7	-21,5
Droits et frais administratifs	1,216	0,559	0,142	0,571	47,0	2,2
Amendes et condamnations pécuniaires	0,075	0,014	0,020	0,078	104,5	460,0
Produits Financiers	0,150	0,163	0,015	0,663	441,9	306,7
Autres recettes non fiscales	12,949	6,999	5,630	8,313	64,2	18,8
Recettes Exceptionnelles	0,200	0,038	0,313	1,620	809,8	4162,1
Cession du matériel mobilier	-	-	-	0,002	-	-
<b>Recettes Totales</b>	<b>15,995</b>	<b>8,447</b>	<b>6,320</b>	<b>11,776</b>	<b>73,6</b>	<b>39,4</b>

Source : DAEP/DGB-DGE/MDEF, 30 septembre 2006

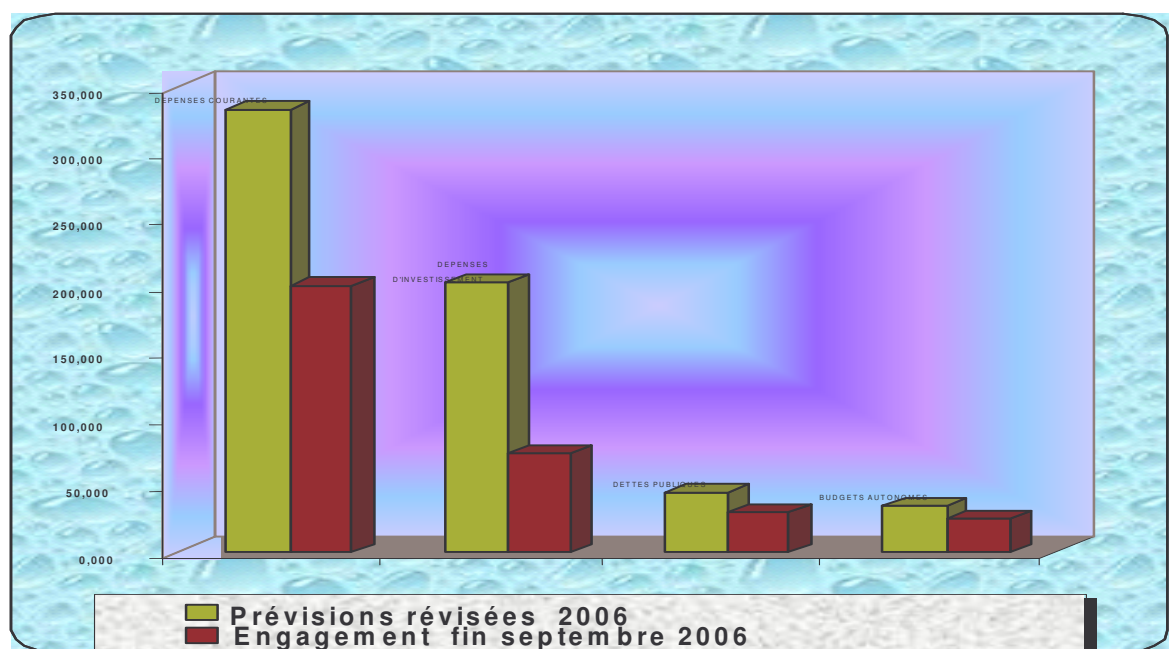
Ces résultats s'expliquent essentiellement par le recouvrement partiel des droits de licence et de redevances diverses liés à l'exploitation du réseau GSM. Les produits financiers, les amendes et condamnations pécuniaires et

d'autres recettes exceptionnelles en liaison avec les opérations d'audit ont contribué également à l'atteinte des performances enregistrées.

### *Les dépenses publiques*

Au 30 septembre 2006, les dépenses publiques engagées s'élèvent à 329,344 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 614,456 milliards de FCFA soit un taux d'engagement de 53,6% contre 59,8% à la même période en 2005.

**Graphique 11 : Prévisions révisées 2006 et engagement au 30 septembre 2006**



En glissement annuel, à l'exception des Budgets autonomes, le taux d'engagement de toutes les grandes masses des dépenses s'est inscrit, en baisse entraînant ainsi une baisse du niveau d'engagement des dépenses de 11%.

**Tableau 27: Détail des prévisions révisées 2006 et engagement au 30 septembre 2006 (en milliards de FCFA)**

	Prévisions® 2006	Engagement 30 /09/2005	Engagement 30 /09/2006	Taux (%) d'engagement	Glissement (%)
<b>DEPENSES COURANTES</b>	<b>332,527</b>	<b>211,383</b>	<b>200,762</b>	<b>60,4</b>	<b>-5,0</b>
Dépenses de Personnel	145,149	102,843	100,097	69,0	-2,7
Réparties	113,292	81,870	79,337	70,0	-3,1
Non Réparties	31,857	20,973	20,760	65,2	-1,0
Dépenses de fonctionnement	95,090	64,665	59,897	63,0	-7,4
Achats de B & S Réparties	59,733	36,680	34,349	57,5	-6,4
Achats de B & S N-Réparties	20,477	18,666	16,886	82,5	-9,5
Acquisitions & Grosses					
Réparations	14,880	9,319	8,662	58,2	-7,1
Dépenses de Transferts	92,288	43,875	40,768	44,2	-7,1
Subvention d'exploitation	32,119	10,470	7,988	24,9	-23,7
Transferts Courants	60,169	33,405	32,780	54,5	-1,9
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>203,176</b>	<b>85,304</b>	<b>74,655</b>	<b>36,7</b>	<b>-12,5</b>
Ressources Intérieures	95,736	38,598	26,196	27,4	-32,1
Administrations Centrales	94,963	38,598	26,091	27,5	-32,4
Collectivités Locales	0,773	0,000	0,105	13,6	-
Ressources Extérieures	107,440	46,706	48,459	45,1	3,8
Prêts	66,686	35,290	36,107	54,1	2,3
Dons	40,754	11,416	12,352	30,3	8,2
<b>DETTES PUBLIQUES</b>	<b>44,153</b>	<b>52,278</b>	<b>29,153</b>	<b>66,0</b>	<b>-44,2</b>
Intérieure	7,396	6,681	6,825	92,3	2,2
Extérieure	36,757	45,597	22,328	60,7	-51,0
<b>BUDGETS AUTONOMES</b>	<b>34,600</b>	<b>21,239</b>	<b>24,774</b>	<b>71,6</b>	<b>16,6</b>
FNRB	24,411	13,904	17,119	70,1	23,1
Fonds Routier	8,801	6,607	6,938	78,8	5,0
CAA (fonctionnement)	1,388	0,728	0,717	51,7	-1,5
<b>TOTAL</b>	<b>614,456</b>	<b>370,204</b>	<b>329,344</b>	<b>53,6</b>	<b>-11,0</b>

Source : DAEP/DGB-DGE/MDEF, 30 septembre 2006

### Les dépenses courantes

Les dépenses courantes ont été engagées au 30 septembre 2006 pour un montant de 200,732 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 332,527 milliards de FCFA, soit un taux d'engagement de 60,4%. Ces dépenses ont enregistré une baisse de 5% en glissement annuel.

#### \*Les dépenses de personnel

Sur une prévision annuelle de 145,149 milliards de FCFA, les dépenses de personnel sont engagées au 30 septembre 2006 pour un montant de 100,097 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 69% contre 75,7% à la même période

En 2005. En glissement annuel ce niveau d'exécution est en baisse de 2,7%.

**\* Les dépenses de fonctionnement**

Les dépenses engagées au titre du fonctionnement au 30 septembre 2006 se chiffrent à 59,897 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 95,090 milliards de FCFA, soit un taux d'engagement de 63% contre 73,5% au 30 septembre 2005. En glissement annuel elles ont connu une baisse de 7,4%.

**\* Les dépenses de transfert**

Elles ont été engagées pour un montant de 40,768 milliards de FCFA au 30 septembre 2006 sur une prévision de 92,288 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 44,2%. une baisse de 7,1% a été enregistré en glissement annuel.

***Les dépenses d'investissement***

Pour l'année 2006, la prévision des dépenses d'investissement s'élève à 203,176 milliards de FCFA. Au 30 septembre 2006, les dépenses d'investissement engagées se chiffrent à 74,655 milliards de FCFA correspondant à un taux d'engagement de 36,7% contre 49,4% à la même période de 2005. En glissement annuel, une baisse de 12,5% a été enregistrée.

**\* Les ressources intérieures**

S'agissant des dépenses d'investissement engagées sur les ressources intérieures, elles s'élèvent à 26,196 milliards de FCFA correspondant à un taux d'exécution de 27,4%. Une baisse de 23,1% a été enregistrée en glissement annuel.

**\* Les ressources extérieures**

En ce qui concerne les dépenses d'investissement engagées sur les ressources extérieures, elles se chiffrent à 48,459 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 107,440 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 45,1%.

Le faible niveau des dépenses en capital à fin septembre 2006 est lié aux nouvelles mesures prises pour assurer un meilleur encadrement des titres de paiement. En glissement annuel, une hausse de 3,8%.

## La dette publique

La dette publique a été assurée au 30 septembre 2006, à hauteur de 29,153 milliards de FCFA, sur une prévision annuelle de 44,153 milliards de FCFA correspondant à un taux d'exécution de 66%. Ce taux d'exécution était de 75,2% à fin septembre 2005.

En ce qui concerne la dette gérée par la BCEAO, elle se chiffre à 6,825 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 7,396 milliards de F CFA, soit un taux d'exécution de 92,3%.

Quant à la dette assurée par la CAA, le montant engagée au 30 septembre 2006, s'élève à 22,328 milliards de F CFA (dont 7,633 milliards de F CFA d'allégement de la dette au titre de l'initiative PPTE) sur une prévision annuelle de 36,757 milliards de F CFA, correspondant à un taux d'engagement de 60,7%.

Globalement, une baisse de 44,2% a été enregistrée en glissement annuel tirée par la baisse de 51% au titre de la dette extérieure.

## Les budgets autonomes

Il s'agit des budgets du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB), de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) et du Fonds Routier.

Sur une prévision annuelle de 24,411 milliards de FCFA, les engagements du FNRB s'élèvent à 17,119 milliards de FCFA au 30 septembre 2006 correspondant à un taux d'exécution de 70,1% contre 61,9% à la même période de 2005.

La Caisse Autonome d'Amortissement, au 30 septembre 2006, a engagé au titre des dépenses, un montant de 0,717 milliard de FCFA sur une prévision annuelle de 1,388 milliard de FCFA, soit un taux d'exécution de 51,6% contre 61,3% à la même période de 2005.

S'agissant du Fonds Routier, ses engagements de dépenses se chiffrent à 6,938 milliards de FCFA au 30 septembre 2006 sur une prévision annuelle de 8,801 milliards de F CFA, soit un taux d'exécution base engagement de 78,8%.

Pour l'ensemble des budgets autonomes, une hausse 16,6% a été enregistrée en glissement annuel en liaison avec la performance du FNRB (23,1%).

## LA CHRONOLOGIE DES FAITS ECONOMIQUES

---

---

### *FAITS NATIONAUX*

#### **6 juillet**

*Les Pays-Bas octroient 3,9 milliards FCFA à l'UNICEF-BENIN*

La salle de conférence de l'UNICEF à Cotonou a servi de cadre à la signature d'un accord de coopération portant sur l'accélération de la scolarisation des filles au Bénin. Par cet accord, les Pays-Bas ont fait un don de 3,9 milliards de FCFA à l'UNICEF pour soutenir l'éducation des filles au Bénin à travers la campagne « Toutes les filles à l'école »

#### **17 juillet**

*Les USA financent 13 projets à plus de 102.000 dollars US*

La bibliothèque du centre culturel américain a servi de cadre à la cérémonie de signature d'accords de financement de micro-projets. Au total 13 projets d'une valeur globale d'environ 102.000 dollars US, soit 66.300.000 FCFA. Cette cérémonie a été présidée par l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique près le Bénin, SEM Wayne Neil en présence des responsables des ONG bénéficiaires de cette assistance des USA.

#### **12 septembre**

*Don de 50 0000 Euros aux populations de Natitingou*

Le Père espagnol Angel Garcia Rodriguez, président fondateur de l'association « Messagers de la paix » à la tête d'une délégation de son pays a fait don d'une enveloppe de 500.000 Euros soit 327.978.500 FCFA, destinée à financer la construction d'un barrage de retenue d'eau à Perma. La signature de la convention de financement a eu lieu entre le généreux donateur et le Ministre des Affaires Etrangères, Aladji Boni Diallo.

#### **25 septembre**

*La BAD appuie le Bénin pour l'amélioration de la santé des populations*

D'un coût global de 2.256.272.080 FCFA et 18.543.219.180 FCFA respectivement, le projet d'appui à la lutte contre le VIH/SIDA (PALS) et le projet d'appui au développement du système de santé (PADS) sont cofinancés par la Banque Africaine de Développement (BAD) et le budget national. Ces projets contribueront davantage à la sauvegarde de la santé des populations.

#### **28 septembre**

*Plus de 6 milliards FCFA en appuis aux programmes de développement*

Les gouvernements du Bénin et des Etats-Unis d'Amérique ont procédé au Ministère des Affaires Etrangères, à la signature du document des accords de subvention d'objectif stratégique. Couvrant la période 2006-2010, les programmes pris en compte par ces accords ont trait à l'éducation de base et à la santé familiale.

D'un montant global de 12.710.019 dollars soit 6.524.416.742 FCFA, cet accord vient appuyer les programmes de développement en cours et renforcer les impressionnantes avancées réalisées au cours de la dernière décennie au niveau des réformes politiques.

## **TABLE DES MATIERES**

<b>I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....</b>	<b>6</b>
1.1. L'ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES ...	6
1.2. L'ENVIRONNEMENT SOUS REGIONAL.....	8
Zone UEMOA.....	8
1.3 MATIERES PREMIERES.....	10
<b>II- LA CONJONCTURE NATIONALE.....</b>	<b>15</b>
2.1 les performances sectorielles .....	15
2.1.2 La conjoncture dans l'Industrie.....	21
2.1.3 La conjoncture dans le Commerce .....	23
2.1.4 La conjoncture dans les services .....	25
2.2. LES PRIX ET L'INFLATION.....	32
2.3 L'EMPLOI.....	34
2.3.1 L'Emploi dans l'Industrie .....	34
2.3.2 L'Emploi dans le Commerce .....	35
2.4 LES FINANCES PUBLIQUES.....	40
<b>LA CHRONOLOGIE DES FAITS ECONOMIQUES.....</b>	<b>50</b>

## **GLOSSAIRE**

**AIE** : Agence Internationale de l'Energie

**BCEAO** : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

**BI** : Budget d'Investissement

**BIAC** : Budget d'Investissement de l'Administration Centrale

**BTP** : Bâtiment et Travaux Publics

**Budgets annexes** : Ils concernent les services de l'Etat dotés d'une certaine autonomie à savoir la CAA, le FNRB et le FR. **NB** : Ils forment une exception aux principes d'unité et d'universalité budgétaires. Les offices et instituts d'Etat en font partie.

**Budgets de l'Etat** : Ensemble des recettes et des charges de l'Etat prévues pour un an.

**CAA** : Caisse Autonome d'Amortissement

**Chiffre d'affaires** : Ensemble de la production vendue

**Chiffre d'affaires bancaire** : Il correspond aux commissions perçues ainsi qu'aux autres produits d'exploitation bancaires ; c'est la somme des Intérêts et Commissions.

**Le Chiffre d'affaires des compagnies d'assurances** : C'est la somme des émissions brutes de contrats.

**Crédit à court terme** : C'est un crédit dont la durée est comprise entre 2 mois et 2 ans

**Crédit à moyen terme** : C'est un crédit dont la durée est comprise entre 2 ans et 5 ans

**Crédit à long terme** : C'est un crédit dont la durée est supérieure à 5 ans.

**Crédit de campagne** : Crédit de court terme qui sert à financer les **stocks** nés du caractère saisonnier de l'activité de certaines entreprises.

**Crédit d'exploitation** : Crédits à court terme qui permettent d'anticiper une recette à laquelle ils sont adossés. Ils sont la contrepartie du crédit inter-entreprises le plus couramment utilisé. Les principales formes du **crédit d'exploitation** sont l'**escompte** et l'**affacturage**.

**DGDDI** : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects

**DGID** : Direction Générale des Impôts et des Domaines

**DGTCP** : Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

**Effets commerciaux** : Ce sont la lettre de change, le Billet à ordre et le warrant

**Environnement** : Ensemble des conditions matérielles et sociales spontanément distribuées autour d'un organisme. (LAGACHE)

**FNRB** : Fonds National des Retraités du Bénin

**FR** : Fonds Routier

**ICCO** : Organisation International de Cacao

**IHPC** : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

**ISM** : Indice du Secteur Manufacturier

**LARES** : Laboratoire d'Analyse Régionale et d'Expertise Sociale

**Ms** : Million de Sacs de 60 Kg

**OIC** : Organisation Internationale de Café

**OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Economique

**PIB** : Produit Intérieur Brut

**TC** : Taux de Chômage

**TI** : Taux d'Inflation

**USD** : Dollar Américain

**TUCAR** : Taxe Unique sur les Contrats d'Assurances

**TUTR** : Taxe unique sur les Transports Routiers

**TVA** : Taxe sur Valeur Ajoutée

**EQUIPE CHARGEE DE L'ELABORATION DE LA NOTE DE  
CONJONCTURE**

**COORDINATION ET SUPERVISION**

**Monsieur BAGUIDI Boko,**  
Directeur Général de l'Economie

**DIRECTION TECHNIQUE**

**MEKPOH Richard François de Paul**  
Directeur de l'Analyse Economique et de la Prévision par intérim

**ENQUETES ET ANALYSES**

AFFOGBOLO G. Innocent	KOKOU A. Yves
AKOWE Joseph	KOUSSIHOUEDE Oswald
AKELE Olivier	LAOUROU Paul
DAGBA M. Flavien	MEDENOU Aristide
FANTODJI Magloire	MEKPOH Richard
GANTIN Philippe	MENARD Geneviève
GNANSOUNOU Noélie	SOSSOU Guy-Thierry
HOUENOU Apollinaire	SOUBEROU Bachir
IDOHOU Elie	TIDJANI Habib
	YEHOUEYOU Constant Charles

**APPUI TECHNIQUE ET SECRETARIAT**

Toutes les Directions Techniques de la Direction Générale de l'Economie ainsi que la Cellule de Veille Economique et Financière (CVEF), et le Secrétariat de la Direction de l'Analyse Economique et de la Prévision